

Sous la direction de
Philippe Lebailly, Jean-Philippe Peemans et Vu Dinh Ton

Développement rural et petite paysannerie en Asie du Sud-Est

**Leçons d'expériences au Vietnam
et au Cambodge**

Rural development and small farmers in South East Asia

**Lessons of experiences in Vietnam
and Cambodia**



L'Harmattan

LA COLONISATION AGRICOLE DES TERRITOIRES RURAUX DU NORD-OUEST CAMBODGIEN : POUVOIRS, POLITIQUES PAYSANNES ET DIFFÉRENCIATIONS SPATIALES

Jean-Christophe DIEPART & David DUPUIS¹³²

INTRODUCTION

Au cours des quinze dernières années, le Nord-Ouest cambodgien a été le témoin d'un vaste mouvement de colonisation agricole qui a mené à la formation de systèmes agraires post-forestiers sur les plateaux périphériques de la plaine rizicole centrale. Ce processus est intimement lié à de vastes mouvements migratoires de paysans pour qui la conversion de la forêt en systèmes de cultures vivrières et commerciales constitue une stratégie de lutte contre la pauvreté rurale. Cette colonisation des zones frontalières est aussi le reflet de l'intégration du Cambodge dans des marchés agricoles globaux dominés par les grands groupes agro-industriels de la région et de son intégration dans le grand couloir de développement "Ho Chi Minh - Phnom Penh - Bangkok".

Cette contribution s'inscrit dans un projet général qui est de situer la place de la paysannerie dans les dynamiques actuelles de structuration de l'espace et dans les formes de contrôle de la production agricole au sein de ces nouveaux systèmes agraires. Elle vise en particulier à cerner les différents positionnements de la paysannerie par rapport à des relations pouvoir-territoires inscrites dans l'histoire longue et à comprendre comment ils participent à la construction contemporaine des territoires du Nord-Ouest. Ce projet est au cœur du débat portant sur les relations entre l'organisation des territoires ruraux et l'exercice du pouvoir. Deux enjeux de connaissance y sont associés : élucider la dimension spatiale des stratégies de pouvoir, d'une part, et comprendre les pratiques de domination spatiale qui sont adaptées à ces stratégies, d'autre part (Brabant 2007). Cette réflexion prend un sens tout particulier dans la mesure où la zone a été un lieu d'émergence, de résistance et de réintégration du mouvement khmer rouge qui a cherché à mobiliser

¹³² Nous tenons à remercier chaleureusement le professeur John Pilgrim, Laura Schoenberger et Jérémie Dulioust pour leur relecture attentive et critique des premières ébauches du texte. Leurs commentaires ont été très stimulants mais bien entendu, les erreurs qui subsistent dans cette version finale sont les nôtres.

fortement la paysannerie cambodgienne pour promouvoir une reconstruction complète du pays sur des bases agraires.

La contribution s'articule autour de deux idées directrices.

La première repose sur la notion de territoire, conçu comme la synthèse d'un processus d'appropriation économique, idéologique, politique et sociale d'un espace par des groupes ayant une représentation d'eux-mêmes et de leur histoire (Di Méo 1996). Dans une région comme le Nord-Ouest cambodgien qui est depuis longtemps un lieu de luttes politiques, les rapports de force et l'exercice du pouvoir entre individus et groupes sociaux occupent une place centrale dans les processus de territorialisation, que nous inscrivons dans la tradition de géographie politique de Sack comme « *the attempt by an individual or group to affect, influence, or control people, phenomena, and relationships, by delimiting and asserting control over a geographic area* » (Sack 1986). La dimension spatiale des systèmes de pouvoir est abordée dans le temps long pour bien cerner les continuités et les ruptures qui ont historiquement marqué la construction de ces territoires.

La deuxième idée directrice soutient que cette dialectique pouvoir-territoire se traduit localement, en fonction de pratiques sociales spécifiques aux lieux, sous différentes formes locales de politique qui déterminent de façon formelle ou informelle les relations de production ou commerciales impliquant la paysannerie avec l'État et d'autres acteurs. Ces politiques paysannes comprennent un ensemble de règles et principes érigés au niveau local qui déterminent l'accès, le contrôle, la distribution et l'utilisation des ressources d'un territoire. Elles correspondent aussi à un ensemble de mécanismes et de pratiques subtils, discrets et peu organisés que des individus en position subordonnée mettent en place, parfois aussi de façon inconsciente, en vue de soutenir, de modifier, d'ajuster, de contester ou de s'opposer à ces normes et à ces règles édictées (Kerkvliet 2009). Le fonctionnement de ces différentes politiques locales se traduit dans des dynamiques locales de différenciation sociale qui suggèrent que différentes catégories de producteurs agricoles disposent de conditions différentes d'accès et de contrôle des moyens de productions agricoles (en particulier la terre). On assiste à la formation de nouvelles classes agraires dans un contexte où les paysanneries évoluent avec d'autres acteurs impliquant les agences de l'État, les réseaux économiques de patronage, les nouveaux acteurs du développement, etc. (Li 2012). Et, replacés dans un cadre géographique, ces divers processus de différenciation sociale s'expriment à travers des formes spatiales distinctes. L'examen de cette diversité permet de repérer les différentes formes géographiques du pouvoir et, *in fine*, de mieux comprendre la construction contemporaine des territoires ruraux du Nord-Ouest.

La structure de cette contribution reflète la démarche du travail de recherche sous-jacent. Pour planter le décor, les phénomènes récents de colonisation agricole associés aux mouvements migratoires sont d'abord examinés pour identifier les modes de différenciations territoriales à l'échelle d'un district rural (Bavel). Pour mener à bien cette analyse, une cartographie numérique basée sur l'interprétation d'images satellite en série temporelle a d'abord été réalisée. Une campagne de terrain impliquant un large nombre d'acteurs ruraux (paysans, administrations, autorités locales, associations paysannes et ONG) a ensuite été organisée en 2010 pour mettre à jour la cartographie et conduire une analyse des changements d'occupation du sol. Ce travail a été réalisé en conjonction avec une équipe de planification territoriale de Battambang et de Bavel. Pour comprendre l'actualité de ce territoire, nous parcourons ensuite sa généalogie grâce à l'examen de l'évolution historique des formes de pouvoir et de leur empreinte sur les espaces ruraux en question. Trois études de cas seront enfin examinées pour étudier les liens entre des processus de différenciation sociale et des processus de différenciation spatiale qui sont représentatifs de différentes formes de politiques paysannes associées au développement contemporain des territoires. Pour cette partie, des enquêtes qualitatives portant sur la gestion foncière et la géographie politique locale ont été réalisées en 2011 dans trois villages du district (Prey Thom, Boeung Pram et Bou Choum, voir figure 1-1).

1. COLONISATION AGRICOLE DANS LE NORD-OUEST : LE CAS DU DISTRICT DE BAVEL

Le Cambodge a connu ces dernières années un vaste mouvement de colonisation agricole qui s'est soldé par une expansion impressionnante des superficies agricoles aux dépens de la forêt. À l'instar d'autres régions du Sud-Est asiatique, cette expansion agricole s'est construite à partir de la croissance démographique ; d'une volonté politique des États de se positionner les uns par rapport aux autres dans leurs constructions nationales au travers de l'occupation des territoires marginaux forestiers ; ainsi que d'une volonté économique de se positionner sur les marchés régionaux et mondiaux (Déry 1996). Replacée dans un contexte de redéfinition des relations État - Marchés - Paysanneries associé à la mondialisation néolibérale, la colonisation agricole est aussi un mécanisme d'intégration des territoires marginaux aux grands bassins rizicoles où s'est historiquement concentrée la population. En effet, les dynamiques démographiques jouent un rôle central dans la colonisation agricole en Asie du Sud-Est dans la mesure où la déforestation des zones périphériques est liée à d'importants

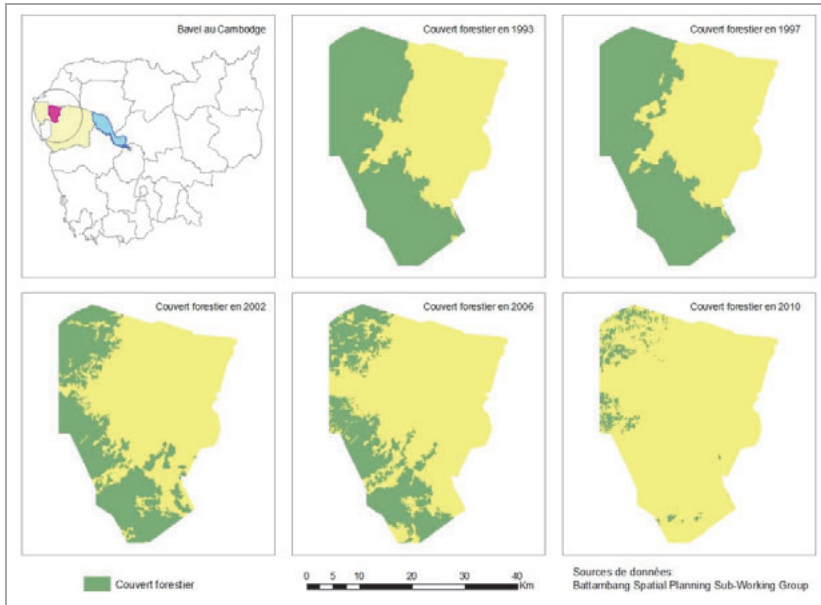
mouvements migratoires qui amènent des « pionniers » à repousser sans cesse la « frontière » entre le domaine agricole et la forêt (Dufumier 2006).

1.1. Déforestation et immigration à Bavel

Le district de Bavel se trouve dans la province de Battambang, à la périphérie nord-ouest de la plaine rizicole centrale du Cambodge. Situé près de la frontière avec la Thaïlande, le district de Bavel occupe une superficie de 986 km², et regroupe une population de 100.000 personnes, selon le dernier recensement de 2008 (Royal Government of Cambodia 2009). Dans les années 80, il a été le théâtre de combats entre les armées de résistance khmères rouges et l'armée gouvernementale soutenue par les Vietnamiens. Ensuite, il a aussi été le témoin des instabilités politiques qui ont prévalu dans la région jusqu'à la fin des années 90.

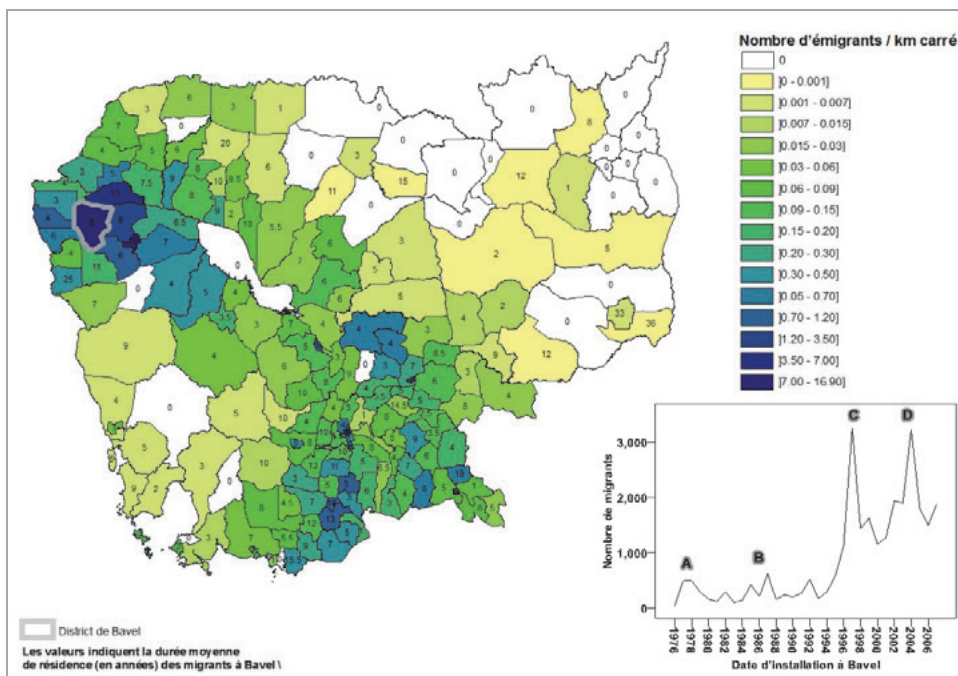
Bavel est au cœur des territoires ruraux du Nord-Ouest cambodgien qui sont en pleine mutation sous l'impulsion de mouvements de colonisation agricole. La carte 1-1 montre un front pionnier de déforestation très intense vers l'ouest au cours des 15 dernières années ; représentant 54 % de la superficie totale du district en 1993, le couvert forestier n'en représentait plus que 5 % en 2010.

Cette déforestation récente à Bavel est intimement liée à des dynamiques migratoires de la plaine rizicole centrale vers les plateaux périphériques ; dynamiques que l'on observe par ailleurs sur l'ensemble du pays. L'émigration de la plaine rizicole centrale s'explique par la paupérisation de familles de riziculteurs associée à une croissance démographique importante entraînant une réduction de la superficie agricole par ménage. La faible superficie de terres agricoles détenue par ces familles les pousse à migrer vers les territoires périphériques où la pression démographique sur la terre agricole est moins forte. La dynamique reflète en fait un processus de différenciation socio-économique des ménages de la plaine rizicole qui est lié à l'endettement, aux inégalités d'accès à la terre renforcées par les marchés fonciers et à une capacité de diversification économique vers des emplois non agricoles qui est encore très limitée (Diepart 2011).



Carte 1-1. Déforestation à Bavel, 1993-2010

L'immigration vers Bavel a, en effet, été très intense au cours des quinze dernières années ; 29 % de la population totale du district (290.000 personnes) ont indiqué au cours du recensement de 2008 ne pas être originaires de leur lieu actuel de résidence. La carte 1-2 indique l'origine de cette population immigrante ; la figure insérée replace ces migrations, toutes origines confondues, sur une ligne du temps de 1979 à 2007. L'analyse combinée des foyers d'émigration et de cette temporalité permet de dégager une typologie simple des migrations vers Bavel.



Carte 1-2. Origine (par district) de la population immigrante du district de Bavel

Sources de données : Recensement démographique de 2008

(Royal Government of Cambodia 2009)

- Une première vague importante de migration s'est produite en 1979, juste après la chute du Kampuchéa Démocratique, quand des cadres khmers rouges et une partie de leurs armées se sont réfugiés dans le Nord-Ouest pour y organiser la résistance (Kiernan 1996). Une partie importante des migrants de cette vague sont des gens de Bavel qui avaient fui les combats ou été déportés dans différents endroits à travers le pays sous les Khmers rouges et qui sont revenus dans leur région natale après la chute de l'*Angkar*. C'est la raison pour laquelle on ne peut dégager une géographie particulière des lieux d'origine de cette vague migratoire.
- Jusqu'aux années 80, la ligne de front de combat entre les armées de résistance khmères rouges et l'armée gouvernementale soutenue par l'armée vietnamienne coupait le district du nord au sud en son centre. La diminution de l'intensité des combats à la fin des années 80 entraînera la création d'une nouvelle commune (Ampel Pram Daeum) dans l'Ouest du district, ce qui va permettre à une partie de la population vivant dans l'Est du district de venir s'y installer. C'est pour l'essentiel une migration interne au district. Quelques années plus tard, en 1992-1993, un nouveau pic de migration est visible. Il est lié au retour de réfugiés des camps de Thaïlande sous l'organisation des Nations unies (APRONUC).

- Une vague très importante de migration a eu lieu en 1997-1998 dans le cadre d'une politique de réintégration du mouvement khmer rouge dans son ensemble (armée, soldats et familles) parmi les populations civiles. Cette politique de réintégration (*Samaharenekam*) entend installer une paix sociale durable au Cambodge en proposant aux soldats démobilisés des terres agricoles pour une reconversion dans l'agriculture. Dans les régions qui sont restées sous contrôle des Khmers rouges, cette politique prévoit également de laisser aux dirigeants khmers rouges une autonomie de gestion foncière. Parmi ces migrants, on retrouve des gens issus de districts de la province Battambang qui sont limitrophes de Bavel (une première couronne) mais aussi des gens originaires de régions plus lointaines. On retrouve parmi ces derniers des gens issus de provinces du Sud-Ouest arrivés à Bavel dans la continuité des migrations sud-ouest/nord-ouest initiées par les purges polpotistes de 1976-1977. L'accès à la terre agricole, garanti par d'anciens Khmers rouges réintégrés, est le moteur principal de ces migrations qui se construisent à partir de réseaux, les chefs militaires khmers rouges, les soldats démobilisés, leur famille étendue et cercles de leurs proches liant les deux régions.
- Une quatrième vague de migrations, plus récentes (2001-2004), est liée à la dynamique de colonisation agricole associée au développement de l'agriculture dans la région du Nord-Ouest : la riziculture mais surtout une agriculture commerciale. La disponibilité en terres ainsi que les opportunités d'emplois salariés dans toute la région et en Thaïlande sont les moteurs de cette migration. Le développement agraire a aussi été stimulé par la nouvelle loi foncière de 2001, la mise en place progressive de gouvernement local (conseils communaux). Les migrants de cette quatrième vague viennent de partout mais il se dégage un foyer important de quelques districts situés dans le centre du Cambodge (Kampong Thom et Kampong Cham). Ces migrations sont liées à une détérioration de l'accès au foncier pour la paysannerie associée au développement de l'hévéaculture industrielle (Jacqmin and Penot 2007) et à l'expropriation de nombreux communs (forêts, pâture, etc.) dans les régions agricoles du centre.

1.2. Premières lectures de la différenciation territoriale à Bavel

Le mouvement apparemment uniforme d'un front pionnier de déforestation et d'ouverture de la frontière agricole s'exprime en réalité en fonction des caractéristiques agro-écologiques du milieu, selon les dynamiques migratoires locales qui varient dans le temps et l'espace et en fonction des contextes socio-politiques et économiques locaux. La colonisation agricole se présente, en fait, comme un processus de différenciation territoriale qui

donne naissance à un ensemble de territoires dotés de structures et de modes de fonctionnement socio-économiques et politiques particuliers.

Dans un premier temps, cette diversité peut s'appréhender à travers la différenciation des systèmes d'occupation des sols. En croisant les résultats d'une cartographie participative de l'utilisation du sol et l'analyse des changements d'utilisation des sols au cours de la dernière décennie, nous avons identifié six systèmes d'occupation des sols dont l'évolution apparaît bien spécifique (figure 1-1).

On trouve une première zone qui n'a pas connu de grandes modifications au cours des dix dernières années. C'est une zone de riziculture pluviale où il y a globalement un maintien de la culture du riz sur des espaces déjà mis en valeur avant les grandes vagues migratoires et éventuellement un peu de recolonisation d'espaces agricoles abandonnés (zone 1). La zone 2 correspond globalement à des espaces de colonisation agricole de terrains rizicoles abandonnés durant les conflits armés et qui ont été les premiers recolonisés avec la politique de réintégration. La zone 3 est une zone d'agriculture pionnière plus récente (riz et cultures commerciales), où la disponibilité en eau permet davantage l'intensification rizicole et la diversification en *chamcar* en saison sèche. La zone 4 représente des terres de plateaux (le dessus du bassin versant) moins propices à la riziculture, mais où une agriculture pionnière de cultures de rente agro-industrielle s'est développée à partir des années 2000. Le moteur de cette colonisation est la migration des familles paysannes, principalement originaires du centre du pays. À la même période, des investissements ont été réalisés dans le nord-est du district visant la réhabilitation de réseaux d'irrigation/drainage qui avaient été construits par les Khmers rouges entre 1975 et 1979. L'agriculture rizicole y est intensive et permet une double récolte chaque année (zone 5). Enfin, la zone 6 concerne des espaces d'agriculture pionnière rizicole encore plus récents qui s'apparentent à une mosaïque de forêts et de terrains agricoles cultivés. Une agriculture paysanne (qui est la règle partout ailleurs dans le district) coexiste avec de grands domaines fonciers associés à une présence d'anciens chefs de guerre reconvertis dans l'agriculture.

Cette différenciation récente de systèmes d'occupation des sols est l'expression visible de processus de construction territoriale complexe plus profonds. Dans le contexte du Nord-Ouest et de Bavel en particulier, il semble que cette construction territoriale est intimement liée à l'économie politique khmère rouge, mouvement politique fort de mobilisation paysanne qui a eu un impact fondamental sur la structure et le fonctionnement des territoires actuels de cette région.

L'hypothèse centrale de notre étude est que cette construction territoriale est fondée sur un contrôle des gens, des activités, des échanges, en particulier sur l'accès aux ressources de la production agricole. Elle se trouve à l'intersection entre des techniques de pouvoir et des pratiques spatiales qui leur sont associées et qui se sont construites au cours de l'histoire du territoire. En s'exprimant localement dans des contextes environnementaux et d'économie politique spécifiques, cette dialectique pouvoir-territoire se traduit dans des dynamiques de différenciation sociale basées sur l'accès, le contrôle et l'utilisation des ressources. Nous pensons que ces dynamiques sociales ont une expression spatiale qui leur est propre et que cette diversité participe pleinement à la construction contemporaine des territoires du Nord-Ouest.

2. L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DES RELATIONS POUVOIR-TERRITOIRE DANS LE NORD-OUEST CAMBODGIEN

Afin de comprendre la place de la paysannerie dans les dynamiques actuelles de colonisation agricole sur les plateaux du Nord-Ouest, il nous semble essentiel d'inscrire d'abord les relations pouvoir-territoire de la région dans le temps long. L'historicisation des constructions territoriales permet de cerner les formes de continuité et de rupture dans la construction du pouvoir et de leur signification dans la structure et le fonctionnement des territoires.

2.1. La période précoloniale : XIV^e – XVII^e siècle

Entre la période angkoriennne et l'arrivée des Français au Cambodge, c'est le Roi souverain qui détient le pouvoir politique et administratif. Il incarne l'État au nom du *deva-rajā* (Dieu-Roi), une vision cosmologique selon laquelle le Roi souverain assure la paix et la protection de la terre et est le garant de l'harmonie entre les divinités et le peuple (Greve 1993). Cependant, l'exercice réel de son pouvoir repose étroitement sur les *Okyas* (officiels de haut-rang), qu'il nomme personnellement et qui lui font serment d'allégeance. Parmi ces *Okyas*, les cinq conseillers-ministres du roi et les *chovay srok* (gouverneurs de province/district) sont les plus importants. Les

responsabilités des *chovay srok* sont attribuées par les conseillers-ministres du roi en fonction d'un territoire et non sur la base de fonctions administratives bien définies. L'exercice de leur pouvoir se fait rarement au nom d'une collectivité mais toujours selon des arrangements dyadiques associés à des réseaux de patronage et des intérêts locaux (Chandler 1998). La territorialité de leur pouvoir est renforcée par le patronage économique et patrimonial que chaque conseiller-ministre du roi exerce sur une zone (*dey*) qui regroupe plusieurs *srok* (Rungswasdisab 1995).

À travers le pays, les territoires sont organisés selon des ensembles géographiques qui s'articulent sur trois zones : le centre (*kampong*), les hinterlands rizicoles (*srae*) et la forêt (*prey*). Cette articulation est le reflet des systèmes de pouvoir. Le *kampong*, assimilé au centre du *srok*, est localisé le long des voies navigables et abrite une population multi-ethnique khmère, chinoise, sino-khmère, chams, malaise... Placé sous le contrôle du *chovay srok*, le *kampong* est cet espace du territoire où se concentrent et fusionnent, au sein de l'élite patronale, les pouvoirs administratifs, politiques et économiques. Les hinterlands rizicoles (*srae*) entourent le *kampong* et comprennent un ensemble de villages khmers bouddhistes avant tout rizicoles. Ces derniers sont articulés au pouvoir du *kampong* pour les échanges commerciaux, la collecte des taxes rizicoles, les festivals religieux et pour l'enrôlement de militaires ou d'esclaves. Ils sont très étirés le long des voies de communication, dans un agencement spatial sans véritable centre. La pagode (*vat*) et l'école, centres de transmission des valeurs et du savoir, sont le plus souvent périphériques et servent de points de rencontre entre plusieurs villages. Ce type d'agencement est l'expression spatiale d'une structuration sociale très souple de ces villages dans la mesure où il y a très peu d'entités collectives-communautaires prenant en charge la destinée des communautés rurales (Ebihara 1984). Dans ce contexte, aucun pouvoir local fort ne s'est véritablement développé dans les villages rizicoles (Thion 1993), en tout cas durant l'époque précoloniale. Les villages du *prey* ont peu de liens avec le *kampong*, mais ils sont très importants pour l'exploitation des produits forestiers, pour la pâture et en tant que réserves foncières pour l'expansion des terres agricoles. C'était aussi parmi les villages du *prey* que les esclaves étaient réquisitionnés, parfois au prix de raids militaires violents.

Le Code foncier traditionnel stipule que le roi est le propriétaire des terres et que des droits de possession sur les terres agricoles (*paukeas*) sont conférés aux paysans selon le principe d'acquisition par la charrue ; l'utilisation non contestée et continue d'une terre conférant des droits d'usufruit, de transmission et d'exclusion à son utilisateur (Greve 1993; Guillou 2006). Réciproquement, l'abandon d'une terre entraîne la déchéance de tout droit sur cette terre et un tiers peut alors en prendre possession. La faible densité du peuplement et de la pression démographique sur les terres agricoles, combinée à une cohésion sociale limitée et à l'absence de culte des anciens

fixant les gens à un territoire permettaient cet accès très libre et aisé au foncier et conféraient aux paysans une très grande liberté de mouvement sur le territoire. En réalité, la migration et le mouvement font partie intégrante des stratégies paysannes (Aymonier 1904) dans le cadre de la production agricole et forestière, mais aussi comme une réponse à l'exercice du pouvoir par une autorité territoriale ou comme outil de gestion [d'évitement] des conflits.

Afin de placer la production rizicole et la main-d'œuvre sous le contrôle effectif de l'État, une taxe royale est prélevée sur la production du riz (et non sur la superficie agricole), taxe qui correspond à un dixième de la récolte. Le prélèvement de la taxe rizicole et la prestation de la corvée au roi sont largement laissés à la discrétion des *chovay srok* ; ils disposent par conséquent d'une grande marge de manœuvre et d'une grande responsabilité dans le contrôle de la balance des pouvoirs dans le royaume (Rungswasdisab 1995).

2.2. L'économie-monde précoloniale du Sud-Est asiatique

Durant la période post-angkorienne, la souveraineté du roi et le patronage des *chovay srok* ne sont pourtant pas les seules références du pouvoir au Cambodge. Déjà bien avant l'arrivée des Français, le Cambodge était sous influence étrangère (siamoise et vietnamienne) ; selon des relations dont le cadre de référence est le développement d'une économie-monde (Wallerstein 2006) articulée sur la Chine. La relocalisation au XIV^e siècle de la capitale du Royaume depuis le site d'Angkor vers la région des Quatre Bras (la zone de confluence entre le Mékong et la rivière Tonle Sap) est avant tout liée à l'expansion du commerce maritime chinois dans toute la région du Sud-Est asiatique (Vickery 1977). La situation stratégique de Phnom Penh lui permet en effet de mieux contrôler les routes commerciales du Nord (Laos), du Nord-Ouest et du Tonle Sap tout en ayant un accès privilégié à la Cochinchine et aux ports de la côte où accostent les bateaux et marchandises chinois (Delaporte and Garnier 1998).

En pleine reconstruction suite à sa guerre contre les Birmans, le Siam a fait du contrôle des ressources économiques (et militaires) une priorité. Cela l'amènera à développer des routes commerciales côtières et intérieures à travers les États du Bassin du Mékong et à recruter chez ses voisins de la main-d'œuvre pour son armée et pour le développement des cultures commerciales d'exportation. L'intervention du Siam au Cambodge à cette époque s'inscrit étroitement dans cette dynamique. Des routes commerciales permettent un accès à une grande diversité de produits d'export et en particuliers des produits forestiers comme la cardamone (*Amomum krervanh*), le bois précieux, la résine des *Dipterocarpacea*, la cire, l'ivoire,

etc. que le Siam vendait à la Chine et à l'Europe où la demande était très forte. Les Siamois cherchaient aussi à contrôler le commerce direct avec les Chinois pour revendre au Cambodge les produits chinois tels que le sel, les métaux et les vêtements qu'ils avaient échangés avec eux sur la côte (Rungswasdisab 1995).

Pendant, les vellétés expansionnistes du Siam n'expliquent pas à elles seules la domination du Siam sur le Nord-Ouest cambodgien aux XVIII^e et XIX^e siècles. En effet, les Siamois ont pu assurer leur contrôle économique et territorial grâce à deux faiblesses internes des systèmes de pouvoir du Cambodge de l'époque. D'une part, les prérogatives des *chovay srok* par rapport au roi, à leur famille et à d'autres patrons se chevauchent, amenant les membres de l'élite à être régulièrement en compétition et en conflit (Chandler 1998). D'autre part, étant donné le pouvoir important qu'ils détiennent via la taxation de la production rizicole, certains *chovay srok* sont devenus puissants et relativement indépendants, en particulier dans les régions dotées d'un fort potentiel de développement agricole comme le Nord-Ouest. En jouant sur cette double fracture et en renforçant les antagonismes entre les provinces cambodgiennes du Nord-Ouest et le pouvoir central de Phnom Penh, le Siam s'est rapproché des gouverneurs du Nord-Ouest (Battambang - Siem Reap dans un premier temps et Pursat - Kampong Svay dans un second). Dès 1771-1772, par l'entremise du *chovay srok* de Battambang, le Nord-Ouest fut mis sous le contrôle et la protection des Thaïs. L'accord prévoyait qu'en échange d'une protection militaire, les *chovay srok* octroient au Siam le droit d'exploiter les ressources forestières du Nord-Ouest et de la main-d'œuvre khmère pour travailler sur les plantations agro-industrielles au Siam (Rungswasdisab 1995). C'est dans ce contexte que dès le XVIII^e siècle, le territoire du Nord-Ouest cambodgien est devenu une zone refuge importante pour les Khmers dissidents opposés au pouvoir central de Phnom Penh.

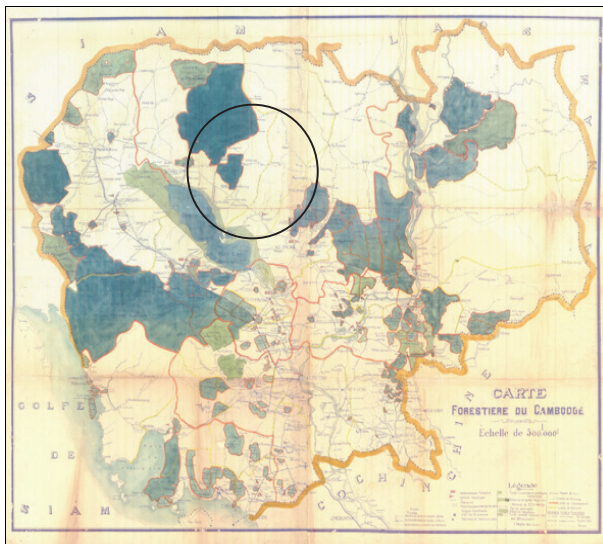
2.3. Le pouvoir colonial

L'intervention française au Cambodge va se matérialiser par une modernisation graduelle des institutions et des mécanismes administratifs, particulièrement dans la gestion forestière et le développement de la riziculture qui sont au cœur du projet colonial français au Cambodge.

En 1899, l'armée française dote le Cambodge d'un premier service forestier qu'elle place sous la dépendance du Service Forestier de Cochinchine. Le corps militaire français est très gros consommateur de bois en cette période de conquête et de développement capitaliste et c'est l'armée qui commande et organise les premières exploitations d'essences de teck (*Tectona grandis*) et de *Dipterocarpaceae* au Cambodge. La colonie voulait initier une activité

lucrative d'exploitation des bois qui puisse, par le biais des permis de coupe et des taxes de vente, enrichir le trésor de la colonie (Thomas 1999). Ce modèle de gestion très libéral va engendrer un recul important et très rapide de la forêt, y compris dans le Nord-Ouest. La dégradation de la forêt dès cette époque est largement commentée dans les rapports des premiers services forestiers du Protectorat (Gouvernement Général d'Indochine 1905).

Afin de pérenniser ses intérêts, l'administration française met en place dès 1910 un système de réserves forestières, précurseur des concessions forestières actuelles, qui devient la pierre angulaire de la gestion forestière dans la région. Dans ces réserves forestières, l'exploitation libre est interdite ainsi que l'accès des hommes et des animaux ; une logique d'accès radicalement opposée à la logique traditionnelle. L'administration y organise en rotation sur 15-20 ans un certain nombre de coupes qui doivent permettre la régénération forestière entre deux passages réglementés des bûcherons (Gouvernement Général d'Indochine 1910). La carte 2-1 montre la localisation et l'emprise territoriale de ces réserves forestières en 1930, sur l'ensemble du royaume et dans le Nord-Ouest.



**Carte 2-1. Réserves forestières au Cambodge en 1930
(Gouvernement Général d'Indochine 1930)**

Note : Les réserves forestières sont représentées sur cette carte par les superficies foncées.

Un plan coercitif de règlements et dispositions administratives accompagne cette organisation de la mise en valeur des forêts par l'administration coloniale. Ces dispositions visent avant tout à faire porter la responsabilité

du contrôle des infractions sur les paysans et les autorités locales des villages forestiers davantage que sur le porteur du permis de coupe ou les concessionnaires (Thomas 1999). En prévoyant également des incitants économiques à la délation des infractions, l'administration française tend à faire du paysan un dénonciateur potentiel des infractions forestières. Mais la population ayant choisi une résistance passive à l'administration française, ces dispositifs ont surtout suscité des petits circuits de contrebande et de corruption entre les autorités villageoises et les exploitants thaïs ou vietnamiens. En réalité, ces derniers n'ont jamais quitté la région où ils sont impliqués dans le commerce de cardamome et de bois précieux avec la Chine et l'Europe.

Afin de stimuler la production rizicole, les Français introduisent l'établissement des titres de propriété privée (Guillou 2006). En libéralisant le marché de la terre et en favorisant l'accès à la terre des colons et investisseurs urbains vivant dans le *kampong*, l'administration cherche ainsi à augmenter la valeur marchande de la terre et à en faciliter le transfert vers les exploitants les plus productifs. Par ailleurs, un nouveau mode de taxation de la production agricole entre en vigueur ; une taxe à un pourcentage fixe de la production qui doit être payée en cash. Les effets de cette taxe sur l'ensemble des relations sociales de production sont perceptibles immédiatement. Pour être solvables, les paysans sont désormais obligés de manœuvrer avec du cash et sont donc contraints de vendre une partie de leur production. Ils doivent par conséquent s'articuler aux marchés locaux des *kampong* qui étaient eux-mêmes sous la dépendance de l'économie coloniale et du marché mondial. Ce besoin de manœuvrer avec du cash, doublé de l'utilisation des titres comme garantie de prêt bancaire, amorce une dynamique d'endettement paysan. Cette dynamique sera aggravée par l'usure dans la mesure où les prêteurs-usuriers disposent de conditions préférentielles (taux d'intérêt très bas) auprès de banques des *kampong* (Thion 1993). Le surendettement entraîne la dépossession foncière (par vente ou mise en gage) des petits paysans et l'apparition d'une classe de sans-terre et de locataires (métayage ou fermage). L'établissement des réserves forestières évoquées ci-dessus¹³³ limite l'accès et l'expansion des terres agricoles vers l'ouest. En fait, la concentration foncière associée à la formation de classes agraires était déjà un problème très sérieux à Battambang dès le début du XX^e siècle. Cette dynamique agraire est centrale dans l'analyse faite par les futurs dirigeants khmers rouges, d'abord dans leurs thèses doctorales (Khieu 1976) et ensuite dans leurs discours politiques.

¹³³ Ainsi que l'élargissement des grands domaines fonciers aux dépens de la forêt qui ont été stimulés par la possibilité de sécurisation foncière offerte par les titres fonciers.

La restitution de Battambang au Cambodge en 1907 va initier une immigration « non contrôlée » vers Battambang en provenance du Kampuchea Krom (provinces cambodgiennes demeurées au pouvoir des Vietnamiens) et des zones du Sud-Ouest du Cambodge où la pression démographique sur les terres agricoles était déjà très forte (Ministère de l'Information 1965). Dès le début du XX^e siècle, ces vagues d'immigration vont renforcer la pression démographique sur le foncier agricole dans le Nord-Ouest. Et compte tenu du fonctionnement réel de l'économie rurale à l'époque, ces migrations vont renforcer l'inégalité dans l'accès au foncier.

Un sentiment d'injustice et d'insécurité envahit les campagnes du Nord-Ouest, et ni l'administration française ni la royauté essoufflée sous le joug colonial ne sont à même d'y apporter une réponse ; la sécurité territoriale n'est pas assurée et les pillages sont réguliers, les investissements dans l'éducation et les services médicaux sont inexistantes et la modernisation agricole ne profite en réalité qu'à l'élite. Les termes de l'échange entre le pouvoir colonial et la paysannerie se dégradent considérablement. Le sentiment d'injustice qui s'est emparé de tout le rural cambodgien va renforcer le pouvoir patronal des *chovay srok* et leur rapprochement avec la Thaïlande.

Dans un premier temps, cette contestation paysanne cristallisée autour d'enjeux agricoles et forestiers est organisée par des membres progressistes du clergé bouddhiste (Kiernan 2004). Ces mouvements sociaux associés à la pagode sont les premières manifestations locales d'une demande pour plus de justice sociale. La contestation sera ensuite relayée par le mouvement « *Khmer Issarak* » (Khmers libres) ; un mouvement anticolonialiste dirigé par Son Ngoc Thanh et largement soutenu par la Thaïlande. Dans le Nord-Ouest, le mouvement *Issarak* s'inscrit dans une continuité historique et, grâce à de puissants réseaux familiaux de patronage économique et politique, va ramener les Thaïs au cœur des systèmes de pouvoir de la région¹³⁴.

2.4 Le mouvement khmer rouge : de son émergence à sa réintégration

La montée en puissance du communisme au Cambodge dans les années 30, d'abord associée au parti communiste indochinois, va influencer toute une partie des *Khmers Issaraks*. Une mouvance de gauche se cristallise ainsi sur un discours nationaliste très fort, et en particulier sur la protection territoriale

¹³⁴ Un certain *Keo*, Sino-Khmer et nommé chef du district de *Samraong* (dans le Nord-Ouest) par les Thaïs, était une figure importante du commerce entre le Cambodge, la Thaïlande et la Chine au 19^e siècle. C'est son petit-fils, *Kao Tak*, commerçant entre le Cambodge et la Thaïlande et un allié des Thaïs, qui va devenir un proche collaborateur de Son Ngoc Thanh dans tout le Nord-Ouest (Kiernan 2004).

du Cambodge contre le Vietnam. Il porte un message de contestation et l'ébauche d'une alternative politique à ce que Khieu Samphan appellera plus tard le féodalisme précapitaliste (Khieu 1976). Une partie des futurs dirigeants khmers rouges fera même le pari du pouvoir en intégrant le Sangkum, le mouvement politique de Sihanouk qui dirige le pays depuis son indépendance des Français en 1953.

Pourtant, la politique de Sihanouk et du *Sangkum* ne remettra pas en question les modes de gestion foncière et forestière mis en place par les Français. Les concessions demeurent l'outil de gestion de la forêt cambodgienne dans une logique de financement de l'État et d'un contrôle militaire toujours important. Leur superficie a été réduite en raison d'une politique volontariste visant à développer la production agricole (c'est-à-dire riziculture et hévéaculture) dans les provinces forestières. Dans le domaine agricole, la mise en place de titres de propriété privée se poursuit, les marchés fonciers sont toujours promus pour assurer une distribution efficace et juste des terres agricoles et l'investissement d'intervenants urbains dans le développement agricole est encouragé. L'endettement de la paysannerie et sa dépendance envers les usuriers se sont généralisés (Kiernan 2004). En réalité donc, les conditions de la paysannerie à la fin des années 60 ne sont pas fondamentalement différentes de celles qui prévalaient dans les années 20-30 (Prud'homme 1969).

À Battambang, dans les années 50, l'aide apportée par le gouvernement royal du Cambodge à la mise en valeur des terres fertiles de Battambang (front pionnier vers le Nord-Ouest) est un incitant migratoire pour un nombre important de familles venues des provinces du Sud-Ouest (Ministère de l'Information 1965). Ces migrations s'inscrivent dans des voies préexistantes ; elles sont la continuation de mouvements initiés dès le début du XX^e siècle entre le Sud et le Nord-Ouest du pays.

Dès 1966, le *Sangkum* instaure une nouvelle forme de taxation de la production rizicole (le ramassage du paddy), un prélèvement obligatoire sur la production qui impose aux paysans de vendre une partie de leur production au gouvernement. Le gouvernement s'est doté de moyens coercitifs et, dans les régions avec un fort potentiel agricole comme dans le Nord-Ouest, il contrôlait le ramassage du paddy fusil à la main. L'accaparement par des officiels et militaires nouveaux venus de terres défrichées et cultivées par des paysans envenime une situation sociale déjà tendue. Ils estimaient que leurs titres de propriété enregistrés au cadastre invalidaient les droits de possession par occupation des paysans (Thion 1993). Une révolte éclata dans le Sud-Ouest de la province de Battambang en 1967 (*Samlaut*) entre la paysannerie locale et des officiels armés du gouvernement et fit des dizaines de victimes. Cet épisode de *Samlaut* marque le passage d'un mouvement social contestataire du pouvoir

corrompu de Sihanouk [avec une forte mobilisation paysanne], au mouvement révolutionnaire politique khmer rouge, taillé dans un discours de gauche et nationaliste fort.

Kampuchéa Démocratique (1975-1979)

Le projet de modernisation et de construction d'un État-Nation porté par les dirigeants du Kampuchéa démocratique et sa mise en œuvre entre 1975 et 1979 est radical. Tout le domaine foncier agricole est étatisé et mis sous le contrôle de l'*Angkar*. Les droits de possession et de propriété individuels sont abolis. La priorité du développement national est donnée à la riziculture grâce à une collectivisation complète des moyens de production et l'encadrement du travail qui ne tolère aucune initiative individuelle. Le lien entre les paysans et la terre passe désormais par le groupe de production auquel l'individu est asservi.

Les formes d'appropriation des espaces et les relations sociales qui les sous-tendent transforment radicalement la construction territoriale (Tyner 2008). L'expression spatiale du pouvoir des Khmers rouges qui se base sur une suppression de tous les repères traditionnels des sociétés rurales, se manifeste par le dépeuplement des *kampong* et l'arrivée à la campagne de l'ensemble de la population urbaine. Les espaces agraires sont remodelés et la main-d'œuvre forcée à rebâtir un empire hydraulique [imaginaire] d'Angkor. Les concessions forestières sont annulées mais les espaces forestiers demeurent impénétrables pour la population qui est enrôlée de force dans la production agricole.

L'hétérogénéité politique au sein du mouvement régime khmer rouge est importante. La pondération entre la centralisation coercitive du système de pouvoir et sa décentralisation verticale nécessaire pour assurer son contrôle sur l'ensemble du pays a donné lieu à de nombreuses tensions. On retrouve ici une fracture entre le Nord-Ouest et le reste du pays. Les cadres khmers rouges du Nord-Ouest étaient davantage des guérilleros impliqués dans le commerce de bois avec la Thaïlande que les membres expérimentés d'une administration révolutionnaire disciplinée (Vickery 1984). Peu soumis à l'autorité khmère rouge centrale de Phnom Penh, ils ont vite été considérés par l'Angkar comme des dissidents contestataires. C'est donc animés d'une logique de purification idéologique que les Khmers rouges organisent plusieurs vagues migratoires entre 1975 et 1978 (Kiernan 1996; Vickery 1984) pour remplacer les cadres et militaires khmers rouges du Nord-Ouest par ceux du Sud-Ouest et de l'Est qui sont traditionnellement plus polpotistes. Ces migrations, bien que justifiées pour des raisons d'ordre politique, entretiennent les liens historiques qui existent déjà entre les deux régions.

Résistance et réintégration (1979-1999)

Le retrait des Khmers rouges qui a suivi les premiers jours de la République Populaire du Kampuchéa (RPK) est marqué par des mouvements migratoires non contrôlés à travers le pays. Une partie importante de la population a ainsi tenté de regagner ses terres natales, avec plus ou moins de succès. Ces mouvements non contrôlés ont donné lieu à une réappropriation spontanée des villages, des espaces agricoles et forestiers à travers le pays. De petits groupes de production (*Krom Samaki*, groupe de solidarité) furent introduits par le [les conseillers vietnamiens du] gouvernement, dans un contexte humanitaire exceptionnel : une pénurie alimentaire grave, un manque de moyens de production et un isolement international imposé par le boycott du régime de Phnom Penh, lié au Vietnam, par la communauté internationale. Critiqués car jugés inadaptés aux structures sociales et à la volonté du peuple cambodgien, ces *Krom Samaki* ont toutefois permis de réamorcer le développement agricole dans tout le pays, basé sur une paysannerie forte et résiliente.

Un flux important de migrants s'est vite amassé dans le Nord-Ouest près de la frontière thaïlandaise. Dans sa composition, ce groupe est très hétérogène. On retrouve des populations urbaines expropriées en 1975 qui cherchent à quitter le pays via la Thaïlande. On retrouve aussi un nombre important de personnes venues ré-intensifier le commerce entre le Cambodge et la Thaïlande qui n'a, en réalité, jamais cessé durant la période 1975-1979. Un troisième groupe de migrants sont les *Khmers Serei* (Khmers Libres), qui se situent dans la ligne historique des *Khmers Issaraks*. Anti-communistes, ils sont opposés à la fois aux Khmers rouges et au nouveau régime politique de Phnom Penh. Ils comptaient sur une aide américaine ou thaïlandaise pour organiser une résistance. Ce mouvement a fini en lambeaux et les *Khmers Serei* se sont reconvertis dans un petit banditisme transfrontalier (Vickery 1984). Un quatrième groupe est un gros effectif de cadres et militaires Khmers rouges, exsangues et affamés, qui fuient les combats contre les Vietnamiens et essayent d'accéder à l'aide alimentaire et logistique. Celle-ci commence à s'organiser dans des camps de réfugiés des deux côtés de la frontière, et qui accueillent près de 300.000 personnes.

Ces camps de réfugiés situés à la fois en Thaïlande et dans le Nord-Ouest cambodgien ont une très grande importance géopolitique et permettent aux Khmers rouges de ré-exercer leur pouvoir dans la région. Pour les pays opposés à l'influence d'Hanoï en Asie du Sud-Est, le soutien des camps de réfugiés va en effet bien au-delà de motivations humanitaires car il permet d'entretenir la dissidence au nouveau pouvoir communiste de Phnom Penh, soutenu par les Vietnamiens. Le soutien de la résistance khmère rouge à partir des camps (aide alimentaire, armement et logistique) s'inscrit dans

cette logique de pouvoir. Les dirigeants khmers rouges sont même vivement encouragés par l'APRONUC à se présenter aux élections générales de 1993 pour faire partie d'une solution multipartite de pacification du Cambodge (Vickery 2007).

Dès 1979, dans les zones du Nord-Ouest, des accords d'exploitation forestière sont conclus entre les Khmers rouges et les militaires thaïlandais. En échange du bois, les Khmers rouges obtiennent l'accès à l'aide alimentaire et la protection de leurs réfugiés à la frontière (Hibou 2004; Le Billon 2000). Et c'est à partir de ces premières « joint-ventures » que des premières concessions sont mises en place dès le milieu des années 80, près de cent ans après leur introduction au Cambodge par les Français. Une quinzaine de compagnies forestières thaïes, géographiquement et politiquement proches du pouvoir khmer rouge et qui sont alors interdites de coupe en Thaïlande, bénéficient ainsi d'un accès et de l'exploitation des territoires forestiers contrôlés par les armées khmères rouges (Gottesman 2003). Les profits financiers que les Khmers rouges tirent de cette exploitation forestière sont colossaux¹³⁵ et leur permettent de financer leur résistance contre les armées gouvernementales. Mais, en autorisant ces concessions dans les zones contrôlées par les Khmers rouges, le gouvernement bénéficiait aussi de ces concessions via les prélèvements de taxes et royalties. Cette logique contradictoire de coopération entre factions rivales poussera même les belligérants à maintenir un minimum de conflit et d'instabilité pour assurer leur contrôle sur le territoire et se partager la rente forestière (Le Billon 2000). En l'absence d'une régulation efficace, ce deal a permis d'étendre et de consolider les relations entre les leaders khmers rouges, les différentes factions du gouvernement royal, les militaires thaïlandais et les businessmen et politiciens des deux côtés de la frontière (Hibou 2004). Ce deal donne une nouvelle légitimité aux Khmers rouges dans le Nord-Ouest et leur permet de re-territorialiser leur pouvoir. Entre 1991-1993, le retour des populations réfugiées dans les camps thaïlandais dans le Nord-Ouest renforce cette légitimité khmère rouge. Ce ne seront pas les accords de paix de Paris en 1991 ni les élections sous l'égide de l'APRONUC en 1993 qui changeront cette économie politique nourrie par une exploitation exclusive des ressources naturelles. Les élections auront même pour effet de les renforcer étant donné la constance du soutien affiché aux Khmers rouges par les instances internationales.

Les élections de 1993 ont porté au pouvoir à Phnom Penh une coalition gouvernementale entre deux partis : le Parti Populaire du Cambodge (des anciens cadres de la RPK), politiquement opposé aux Khmers rouges, et le

¹³⁵ Philippe Le Billon estime à 700 millions USD la valeur du bois exporté vers la Thaïlande par les Khmers rouges entre 1989-1998 et à 150-200 millions le profit direct tiré par les Khmers rouges de ces transactions.

FUNCINPEC dirigé par Norodom Rannaridh dont la stratégie de dialogue et de réintégration des Khmers rouges dans le gouvernement était une manœuvre pour fragiliser le PPC au sein de la coalition (Vickery 2007). Bien davantage que le renforcement des structures et mécanismes d'État, la reconstruction d'un réseau de patronage devant assurer le contrôle du pays deviendra la finalité du pouvoir et l'objet de luttes politiques violentes entre les deux partis de cette coalition. Cependant, ces luttes s'inscrivent dans un contexte économique international nouveau : celui du retrait des aides internationales aux forces armées, d'une libéralisation et privatisation généralisées de l'économie et de la nouvelle gouvernance néolibérale. Sans remettre en question le modèle économique des concessions qui avaient été réintroduites dans les années 80, les institutions internationales vont alors promouvoir sa « rationalisation ». Leur but était, à travers un partenariat public/privé entre l'État et des entreprises privées, d'extraire de façon suffisamment planifiée des revenus naturels, afin de pouvoir financer les appareils d'État porteurs d'un projet de développement durable (Hibou 2004). Mais ces partenariats privé-public ont été entièrement intégrés et réappropriés par l'économie politique patronale très particulière de l'après-guerre. Le besoin pour les deux partis d'attirer des investissements étrangers pour financer leur clientèle intensifie le recours aux concessions. Le partenariat public-privé idéalisé par les institutions internationales s'est soldé par une privatisation généralisée de l'État basée sur l'exploitation minière des ressources naturelles (forêts, pêche, ressources minérales, etc.).

Le développement de cette économie concessionnaire nourrira deux processus importants. Le premier est le renforcement de la militarisation de la gestion des ressources naturelles suite à la mise à disposition, par les deux co-premiers ministres, de terres à l'armée pour des raisons de sécurité et pour financer la démobilisation des armées. Les conséquences de cette décision ont été massives puisque 5 % du territoire cambodgien ont été ainsi concédés en juillet 1994 dans sept provinces et, parallèlement aux activités de « sécurisation », les militaires y ont largement exploité les ressources naturelles (Hibou 2004; Global Witness 2007). Des officiers supérieurs de l'armée ont continué jusqu'à ce jour d'exploiter les terres, de les louer ou les concéder. Le deuxième processus est la centralisation progressive du pouvoir par le Premier ministre Hun Sen (aux dépens du FUNCINPEC et de la faction rivale du PPC) et la mise de l'armée et de la police sous son contrôle (Marchal 2004). S'appuyant sur le néolibéralisme comme nouvelle technologie du pouvoir, il est parvenu à mettre en place un réseau patronal très puissant grâce à un partage matrimonial du pouvoir au plus haut niveau et à la consolidation d'une élite politico-militaire structurée par les lignes du parti, du niveau national jusqu'aux villages. Ceci a donné lieu, à tous les niveaux, à une fusion des pouvoirs économique, politique, militaire, policier, judiciaire, éducatif et religieux.

C'est après le coup d'État de 1997 et les élections de 1998, qui renforcent davantage le pouvoir de Hun Sen, que la question spécifique de la démobilisation des armées gouvernementales et Khmers rouges du Nord-Ouest sera réglée. La stratégie développée a été celle d'une réintégration (*Samaharenekam*) politique, administrative et territoriale. D'anciens Khmers rouges obtiennent des postes-clés dans les administrations des provinces et des districts et de nouvelles zones administratives placées sous le contrôle d'anciens Khmers rouges voient le jour. Le partage territorial entre l'armée royale et les Khmers rouges permet, dans les zones qui restent sous le contrôle de ces derniers, de prendre en charge l'ensemble de la gestion foncière. Cette carte blanche donnée aux militaires dans de nombreuses zones de la province de Battambang non seulement mettra un terme final aux conflits mais permettra aussi de renouveler la légitimité du pouvoir territorial des Khmers rouges et de leur économie politique. La réintégration et les possibilités d'accès au foncier agricole ont créé un appel d'air migratoire très important pour toutes les familles des militaires et des Khmers rouges. Ces migrations ont ainsi amené dans le Nord-Ouest une population très importante issue en particulier du Sud-Ouest d'où sont originaires les cadres et militaires Khmers rouges.

2.5. Les déterminants contemporains des relations pouvoir - territoire

Au début des années 2000, le système des concessions forestières est dans une impasse (Independent Forest Sector Review 2004). Sous la pression des mêmes institutions internationales qui les avait promues, le système est progressivement réformé et un moratoire d'exploitation est décrété en 2002. Si cette décision marque un tournant dans la gestion forestière, elle ne signifie pas du tout la fin du système concessionnaire. Orchestrée de façon très pragmatique par le gouvernement, et l'administration forestière en particulier, une transition amorce le passage d'un système de concessions forestières vers un système de concessions économiques à vocation agro-industrielle. Cette transition s'accélère en raison d'un regain d'intérêt global pour les grands investissements et projets agricoles (Deininger et al. 2011). Si le processus de production est différent, la logique du partenariat privé-public reste la même. Le contexte régional a, lui, été renouvelé avec l'ASEAN et la structuration de couloirs de développement économiques dans le Sud-Est asiatique. Cependant, le cadre socio-politique local de ces nouvelles formes de production agricole n'est bien sûr pas modifié ; c'est celui d'une économie politique basée sur des réseaux historiques tissés entre les Khmers rouges et un réseau d'acteurs en Thaïlande. La colonisation agricole décrite ci-dessus prend forme au sein de cette dynamique complexe, elle-même inscrite dans une histoire longue.

L'avancée rapide du front pionnier s'explique par un besoin de terres stimulé par des marchés agro-industriels internationaux basés dans des pays voisins d'Asie du Sud-Est (principalement Thaïlande, mais aussi Vietnam, Chine et Corée du Sud). La figure de proue de ce développement est le groupe agro-industriel thaïlandais CP (*Charoen Pokhaphand*), leader mondial de la production de fourrage pour élevages monogastriques. Une agriculture contractuelle, pilotée de la Thaïlande mais construite des deux côtés de la frontière sur des réseaux économiques et politiques, eux-mêmes construits sur l'histoire longue, se met en place. Le pilotage des filières par CP se fait en amont et en aval de la production. La base foncière agricole, elle, est possession de familles paysannes cambodgiennes, distribuée dans la foulée de la politique de réintégration par les anciens hommes forts khmers rouges et militaires. L'ensemble des externalités (dégradation environnementale, aménagement et gestion hydrauliques, coût des transports) et des risques climatiques durant l'ensemble des cycles de production se concentrent sur les paysanneries. L'émergence ou la reconstruction de territoires dans le Nord-Ouest se réalise le long des routes de développement qui ont progressivement fragmenté les massifs forestiers jusqu'à leur disparition, et marque l'adaptation fonctionnelle des territoires aux exigences du global.

La modernisation des appareils d'État encadre ce développement et un ensemble de nouvelles lois et de régimes fonciers, qui ont une portée nationale, accompagnent aussi la colonisation agricole dans le Nord-Ouest. La nouvelle loi foncière de 2001 établit la mise en place de titres de propriété et le recours au marché pour assurer l'amélioration de la productivité agricole ainsi qu'un transfert plus équitable des terres agricoles entre les producteurs. Le système de concessions forestières est réformé pour promouvoir la mise en place de concessions foncières économiques. Cette réforme vise également à donner plus de responsabilités aux communautés rurales dans la gestion forestière. Des concessions foncières à vocation sociale (mais gérées par l'État) sont instaurées pour répondre aux besoins d'une population rurale pauvre. Ce contexte institutionnel soi-disant nouveau, s'inscrit en réalité dans la tradition du droit d'État français et suit intimement les contours des régimes fonciers introduits sous le protectorat. Ces nouvelles gouvernances sont porteuses d'un message de décentralisation politique et de déconcentration administrative. Mais, compte tenu de l'économie politique réelle de la région, on peut légitimement se demander si cette dévolution des pouvoirs et responsabilités en cours n'est pas au service du pouvoir central, du lobby agro-business et des élites fermières des communautés rurales (Diepart 2011).

Sous l'effet de ces nouvelles gouvernances, les domaines fonciers gérés et contrôlés par les Khmers rouges se sont fragmentés alors que leur contrôle, lui, est resté fondamentalement centralisé. Les migrations, quant à elles, stimulées dans un premier temps par l'accès au foncier agricole et le besoin

de main-d'œuvre pour la déforestation, s'inscrivent maintenant dans une logique économique de salariat agricole au Cambodge et en Thaïlande (Pilgrim 2010; Pilgrim, Ngin, and Diepart 2012). Une machine de développement est en marche qui induit des processus de différenciation socio-économique profondément inégaux au sein des communautés rurales. La violence armée, qui avait fait place à une violence politique, se transforme maintenant en une violence socio-économique qui menace l'équilibre des sociétés paysannes dans l'ensemble du Nord-Ouest cambodgien.

3. DES POLITIQUES PAYSANNES ISSUES DE LA RÉINTÉGRATION KHMÈRE ROUGE

Une première lecture de la différenciation territoriale à Bavel a mis en évidence l'intensité et la diversité de la colonisation agricole vue sous l'angle de la différenciation des systèmes d'occupation du sol. Nous avons vu ensuite que cette même colonisation agricole dans le Nord-Ouest, et à Bavel en particulier, est l'héritière de processus de territorialisation qui se sont succédé dans l'histoire longue. Une constante de l'histoire a été le contrôle et la maîtrise du foncier comme un élément central de l'exercice du pouvoir.

Dans ce contexte, nous formulons l'hypothèse que la colonisation agricole actuelle à Bavel se traduit en différentes formes politiques locales qui définissent les conditions d'accès, d'utilisation et de contrôle des ressources foncières. Diverses formes de territorialisation ont alors tendance à renforcer des phénomènes de différenciation sociale dans le paysage de ces espaces marginaux. Nous pensons que ces phénomènes sont révélateurs de changements dans la structure des relations agraires, c'est-à-dire de transformations des relations de pouvoir entre les catégories de producteurs ruraux.

Les politiques locales, spécifiques aux lieux et aux arrangements sociaux locaux, engagent les paysanneries dans des relations qui les positionnent de façons diverses par rapport au pouvoir et à l'accès aux ressources foncières. Benedict J. Tria Kerkvliet distingue quatre formes principales : le soutien, l'acceptation, les détournements et les résistances. Elles reflètent des objectifs et intérêts variés des paysans par rapport au modèle d'organisation dominant de la société, de ses règles de redistribution et d'utilisation des ressources, des relations qui lient des personnes de statuts sociaux ou de rangs sociaux inégaux ainsi que des citoyens à des gouvernements ou des autorités d'État (Kerkvliet 2009).

Les trois études de cas que nous présentons sont représentatives de trois formes différentes de politique paysanne par rapport à la réintégration des Khmers rouges. L'orientation de la construction territoriale est, dans chacun de ces trois cas, intimement liée à des choix politiques locaux pris par rapport à la structure et au fonctionnement de la société rurale. Ces choix soutiennent ou acceptent le pouvoir tel qu'il est structuré, détournent ou résistent au système de domination régissant le monde rural. Ils ont donc un impact sur la structure de la société rurale. Ces politiques paysannes se concrétisent dès lors par des processus de différenciation sociale et spatiale en réaction à des relations de pouvoir (domination-subordination) : le lieu de rencontre entre pouvoir et résistance (au sens large) est donc le territoire, qui s'en trouve transformé en retour (Moore 1988).

Les trois études de cas se situent dans l'Ouest du district de Bavel sur des espaces de colonisation agricole relativement récents (début des années 2000) qui sont restés aux mains des élites militaires khmères rouges au moment de la politique de réconciliation et de réintégration des forces armées ayant combattu dans la région jusque dans la fin des années 1990. Ce sont donc des espaces qui étaient forestiers quelques années plus tôt et qui ont été progressivement redistribués ou revendus par les seigneurs de guerre « reconvertis ».

- Il y a d'abord l'acceptation du contrôle des Khmers rouges réintégrés et de la différenciation sociale associée à une économie agraire de type agro-industriel mais à base familiale qui s'est développée dans les zones que les grands chefs militaires khmers rouges ont cédées aux familles. Le cas du village de Prey Thom illustre bien ceci. L'étude de cas veille alors à montrer comment les mécanismes de différenciation sociale et spatiale opèrent au fur et à mesure des différentes vagues migratoires.
- Ensuite, le soutien aux privilèges issus de la réintégration des chefs de guerre khmers rouges. Il s'agit d'un soutien aux larges domaines fonciers tenus par des chefs militaires khmers rouges qui se sont accaparés des portions du territoire comme butin de guerre et qui les ont maintenues ou qui les ont vendues ensuite à d'autres acteurs sous leur patronage économique et politique. Ces domaines sont donc directement légitimés par la réintégration des Khmers rouges. Ce sont de larges domaines fonciers que l'on retrouve aux alentours du village de Boeung Pram et autour desquels se développe une organisation spatiale de type centre - périphérie entre seigneurs de guerre et paysannerie périphérique considérée comme un réseau de clients pour un patron.
- Enfin, la lutte et la résistance qui se développent en opposition à certaines formes d'inégalités dans l'accès à la terre et aux ressources héritées directement de la réintégration des Khmers rouges. Deux villages, Boueng Pram et Bou Choum, qui s'opposent sur le terrain de la légitimité

dans l'accès, l'utilisation, le contrôle de la terre, héritée de la réintégration des Khmers rouges d'une part et des mécanismes de patronage territorial issus de la modernisation de l'État d'autre part. Des formes d'insoumission et de luttes qui manipulent les différents canaux de pouvoir et marquent profondément la construction du territoire.

3.1 Territoire, migration et différenciation sociale à Prey Thom

Le village de Prey Thom se situe sur les terrains fertiles des zones de plateaux dans le Sud du district. C'est un espace qui a été très rapidement colonisé par des exploitants agricoles dans l'après-conflit armé et qui a dès lors subi des transformations paysagères majeures. Les exploitations agricoles, de type familial, sont presque toutes engagées dans une agriculture de rente (maïs, soja, manioc, sésame, haricot mungo, etc.) dont les filières sont maîtrisées par des grandes sociétés agro-industrielles comme CP, MH Energy ou Monsanto. La moitié des familles paysannes de Prey Thom dépendent étroitement de ces compagnies pour l'approvisionnement, via des petits circuits d'endettement, en semences, fertilisants et produits phytosanitaires. Les productions agricoles se réalisent dans un climat général d'insécurité dans la mesure où c'est la paysannerie qui doit assumer l'ensemble des risques qui y sont liés. Elle doit ainsi faire preuve d'une très grande flexibilité dans sa gestion quotidienne de trésorerie et de travail. Et en cas de mauvaise récolte, il est fréquent que les paysans se retrouvent dans l'incapacité de rembourser leurs crédits aux compagnies et soient alors contraints de mettre leur terre en gage.

La colonisation agricole a pris forme et s'est organisée à partir du patronage territorial de chefs de guerre khmers rouges qui étaient présents dans la région à la fin des combats avec l'armée gouvernementale. Il s'agit plus précisément de trois leaders qui se sont approprié pas moins de 40.000 hectares de terres forestières dans le Nord-Ouest. Installés à quelques kilomètres au nord de ce qui deviendra le village de Prey Thom, ils ont planifié la redistribution (de 1999 à 2005) d'une partie des terres appropriées, aux migrants qui se sont progressivement présentés dans la zone. La saturation progressive de l'occupation de l'espace par vagues migratoires successives détermine l'évolution des types d'acquisition et des modes d'accès à la terre ; de la localisation géographique des familles paysannes et des statuts sociaux de la paysannerie. La carte 3-1 permet de spatialiser l'évolution de l'occupation du sol dans le terroir de Prey Thom à la suite des vagues migratoires successives.

Les premiers migrants qui sont arrivés après la guerre (dès 1999) sur les terrains appropriés par les pionniers khmers rouges, sont un mélange de soldats démobilisés (de l'armée khmère rouge mais aussi de quelques

militaires de l'armée régulière ayant combattu dans la zone) ainsi que de natifs de la zone ayant fui les combats précédemment. Très rapidement (à partir de 2000), ils ont été rejoints par une série de paysans issus des zones hévéicoles en crise dans le Centre et l'Est du pays. Ces premiers migrants (et leur clique) se sont donc accaparé la rente foncière par une appropriation des terres de meilleure qualité, à la fois plus fertiles, proches des sources d'eau essentielles à l'agriculture et plus aptes à une agriculture de rente génératrice d'une forte valeur ajoutée. Cette appropriation s'est déroulée de façon chaotique d'abord, selon les possibilités de défrichage et de mise en culture des ménages. Elle s'est ensuite déroulée de façon planifiée par les chefs militaires khmers rouges selon le principe de distribution qui attribue à chaque ménage quatre hectares de terrain (à défricher) et une parcelle d'habitation. C'est parmi ce groupe de pionniers que l'on trouve l'élite fermière actuelle de Prey Thom ; ceux qui jouissent des plus grandes superficies foncières et qui ont accumulé un capital d'exploitation significatif (équipement mécanique en particulier) qui les placent aujourd'hui dans une position de contrôle des relations de production par la mise en location de leurs équipements.

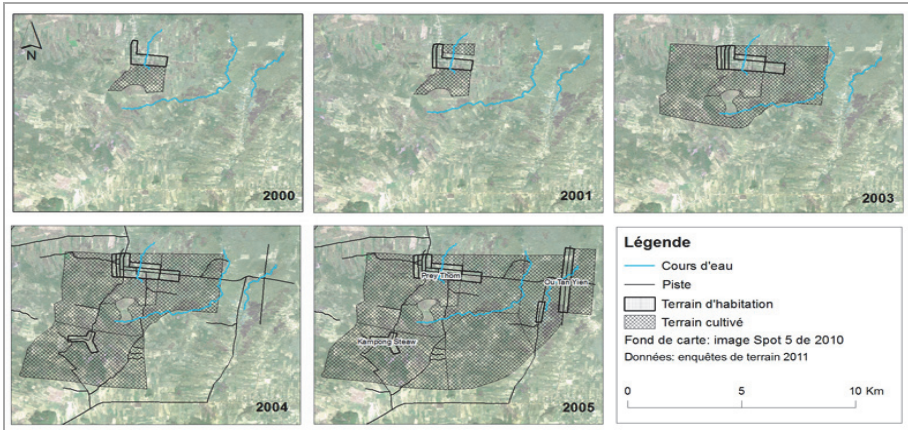
À ces pionniers, sont ensuite venus s'ajouter, selon le même modèle d'appropriation, un ensemble de paysans d'origines diverses (provinces de Kampong Cham, Kampong Thom, Battambang, Prey Veng, Kampot, Svay Reang, ...), mais souvent associés aux premiers migrants par des réseaux familiaux ou de connaissances. Ces migrants, au fur et à mesure de leur arrivée, colonisent des espaces situés de plus en plus à la périphérie des espaces agricoles de meilleure qualité occupés par les pionniers. L'expansion du domaine cultivé est elle-même un processus très exigeant en travail ; pour la déforestation d'une part, mais aussi pour le dessouchage durant les premières années de culture. La colonisation agricole a donc elle-même stimulé la migration. L'expansion agricole mène d'une part à la création de deux villages satellites, Ou Tan Yien et Kampo Steaw en 2004, dans lesquels une famille ne reçoit déjà plus que trois hectares de terre et de moins bonne qualité. On observe d'ailleurs bien que, parmi cette deuxième vague de migrants, on retrouve un nombre de paysans qui pratiquent une petite riziculture pluviale vivrière (culture refuge moins coûteuse et moins dépendante des fournisseurs de semences, engrais et produits phytosanitaires) sur ces terres périphériques de moindre qualité et moins bien drainées. Les ménages de cette catégorie sont alors souvent obligés de combiner l'agriculture avec du salariat agricole sur les cultures de *chamcar* tenues par les migrants de la première vague.

À partir de 2004-2005, l'accès à la terre ne va plus seulement se réaliser via la distribution par le chef de village selon les principes issus de la réintégration khmère rouge. Dorénavant, la terre s'acquiert sur le marché, une modalité légitimée par la nouvelle loi foncière de 2001. Étant donné la

valeur des terres dans cette période de croissance soutenue, le marché foncier se développe très vite et renforce la concentration foncière¹³⁶, d'une part par la précarisation de la petite paysannerie qui n'a pas pu s'adapter à cette nouvelle agriculture contractuelle (vente contrainte de terres), et d'autre part par la croissance des fermiers plus vertueux que l'accumulation a permis de mettre à l'abri. On trouve même, parmi ces fermiers, des personnes arrivées à partir de 2005 dotées de gros moyens financiers (grâce à la revente de leurs terres situées dans des régions du pays où le prix de la terre était encore plus élevé), et qui ont pu se constituer des domaines fonciers importants (jusqu'à trente hectares). En réponse à la concentration foncière, le salariat agricole s'est développé dans le village, et avec lui est apparue une classe de paysans qui, bien que dotée d'une base foncière agricole, a recours au travail salarial comme source complémentaire de revenus. Ce processus reflète la polarisation des ménages par rapport au contrôle des moyens de production agricole (terre *versus* travail).

L'arrivée continue de nouveaux migrants accentue la pression sur le foncier et renforce la demande locale de salariat agricole. Quand l'offre de travail salarial dans le village diminue, les familles paysannes les plus précarisées sont alors contraintes à la migration vers les districts frontaliers ou vers la Thaïlande où la demande de main-d'œuvre reste très forte. La poursuite du processus de concentration foncière engendre la marginalisation d'une partie de la petite paysannerie et l'émergence d'une classe de paysans sans terre qui n'a d'autres ressources que son propre travail. L'augmentation du prix de la terre à partir de 2005 (de 300 \$/ha en 2005 ; 1000 \$/ha en 2011 ; 1500 \$/ha durant la crise en 2008) a considérablement stimulé les marchés fonciers et renforcé *in fine* cette classe de paysans sans terre. Dans les effectifs de cette classe de paysans sans terre on trouve aussi des migrants récents qui n'ont jamais eu de terre, et pour qui l'opportunité de salariat agricole dans la région est l'incitant migratoire.

¹³⁶ L'indice de Gini sur la superficie foncière agricole par ménage est de 0,58 à Prey Thom.



Carte 3-1. Série évolutive de l'occupation de l'espace à Prey Thom

L'expression spatiale des dynamiques de différenciation sociale brièvement esquissée à Prey Thom est assez claire. Elle s'inscrit dans l'apparition d'une micro-structure de type « centre - périphérie », comprenant le contrôle de la rente foncière par les premiers migrants (au centre) et une mise à la périphérie (spatiale et économique) des arrivants venus plus tardivement et allant jusqu'à la marginalisation d'une classe de sans-terre (carte 3-1).

Les modes d'accès à la terre déterminants dans la construction territoriale sont issus d'une conception du pouvoir directement héritée de la réintégration khmère rouge, elle-même inscrite dans l'histoire longue. Le pouvoir local, exercé par le chef de village, se manifeste au travers d'un patronage foncier qui se trouve lui-même légitimé de façon différente par la modernisation de l'État. La désignation du chef de village qui a précédé les premières élections communales de 2002 tenues à l'échelle du pays, a porté au pouvoir un homme acquis au modèle de redistribution imposé par les seigneurs fonciers khmers rouges et, ce faisant, a permis d'institutionnaliser le pouvoir khmer rouge dans les nouveaux circuits de gouvernance. Par ailleurs, la loi foncière de 2001 attribue le droit de propriété sur base de la possession pacifique, continue et non contestée d'une terre avant la promulgation de la loi en août 2001 (art 30 et 31) (Royal Government of Cambodia 2001). C'est la raison pour laquelle l'appropriation, par des seigneurs de guerre, de cette zone très militarisée avant 2001, est devenue légitime aux yeux de l'élite qui possède l'accès au pouvoir pour appliquer la nouvelle loi foncière.

La relation entre le pouvoir local et la construction territoriale par des élites militaires khmères rouges réintégrées a été acceptée par tous les acteurs du territoire. Si, dans de nombreux cas, cette situation est source de frustrations et de conflits, elle n'engendre la remise en question ni des privilèges de la réintégration, ni du soutien réel à ces privilèges. En réalité, la très jeune

communauté rurale de Prey Thom est peu équipée socialement pour organiser une mobilisation qui remette en cause ces privilèges. C'est bien l'acceptation de cette relation particulière entre pouvoir et territoire qui a orienté la construction du territoire de Prey Thom et continue d'influer sur l'évolution de la structure socio-économique de sa société rurale. L'opportunisme économique et la marginalisation sociale à l'œuvre se trouvent pourtant aux antipodes des idéaux sociaux qui ont permis aux Khmers rouges de prendre le pouvoir.

3.2 Domaines fonciers et domination de la paysannerie à Boeung Pram

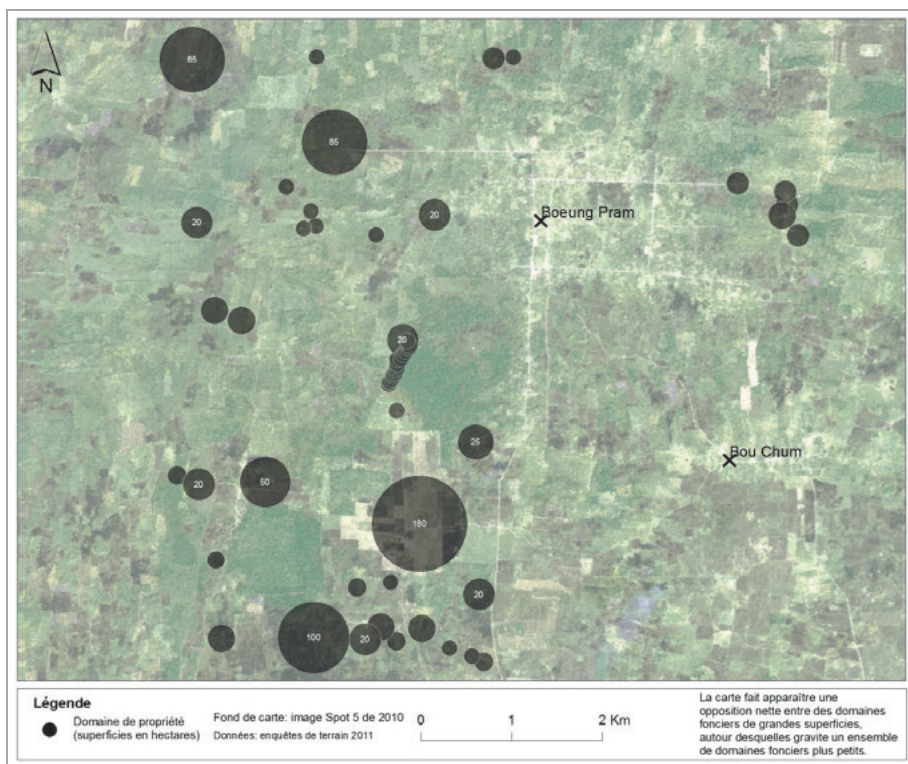
Le village de Boeung Pram est localisé dans le Nord-Ouest du district de Bavel, à l'orée des derniers espaces boisés du district. C'est une zone plus récemment défrichée au profit de la riziculture pluviale mais qui n'a pas pour autant vécu une histoire foncière moins complexe. Le processus d'appropriation et de redistribution de la terre dans ces territoires occupés par l'armée khmère rouge au moment du cessez-le-feu est extrêmement complexe et représente un réel défi contemporain en termes de gestion des conflits fonciers. Tout comme à Prey Thom, nous sommes donc du côté khmer rouge de la ligne de démarcation des forces belligérantes plus ou moins figée autour de 1997 qui, grossièrement, divise le district de Bavel en deux. De ce côté, le territoire était administré sous forme d'un camp militaire khmer rouge par quatre hauts gradés qui supervisaient ensemble un espace de 80.000 hectares situé dans le Nord-Ouest cambodgien.

Selon les nombreuses discussions que nous avons eues avec des soldats aujourd'hui démobilisés et reconvertis à l'agriculture, l'appropriation des territoires occupés par l'armée khmère rouge semble avoir déjà eu lieu dès la défaite du régime à Phnom Penh en 1979, entre des chefs militaires campés dans la zone. Ces derniers ont gardé une partie de ces domaines fonciers à titre personnel, tandis que l'autre partie a fait l'objet de redistributions. Les domaines appropriés à titre personnel ont été par la suite subdivisés, à la fois par la revente et par héritage. Les terrains redistribués l'ont été de deux façons différentes, orchestrées par les chefs de guerre en question. Le premier principe de redistribution consistait à céder des parts de terrain à des militaires khmers rouges proches des chefs de guerre, généralement gradés dans l'armée. Il semble que ces bénéficiaires aient en grande partie revendu ces terrains à des particuliers, dans le but de rejoindre leurs régions d'origine avec un peu d'argent. Le second principe de redistribution, qui apparaît plus tard, consiste à céder des terrains aux soldats démobilisés. Ces soldats sont en effet très présents dans la zone, ils sont rassemblés en groupes par les autorités militaires. Ce modèle de redistribution s'est fait par l'intermédiaire

de personnes de confiance désignées par les chefs militaires soucieux d'organiser la redistribution des terres pour la reconversion des soldats vers une activité agricole. Ils ont apparemment souvent géré les domaines fonciers à la façon de trésors de guerre (mises en gage, reventes, ...).

Dans les espaces partagés entre grands propriétaires fonciers dont la légitimité est issue du régime khmer rouge, on observe la mise en place d'une structure territoriale particulière qui traduit l'existence d'une relation pouvoir - territoire basée sur le soutien aux privilèges hérités du contrôle des Khmers rouges sur la terre. En effet, les différents grands propriétaires fonciers qui ont obtenu des larges domaines (allant jusqu'à 180 hectares) sous le patronage économique et politique khmer rouge, développent des stratégies de sécurisation axées sur une relation de dépendance avec la petite paysannerie qui s'est installée dans la zone à la recherche de terres à cultiver. Le grand propriétaire foncier alloue à une famille paysanne une superficie de cinq hectares de terre boisée qui se trouve à la périphérie de son domaine foncier. Ce que le propriétaire cède est en fait un droit d'usufruit basé sur du métayage sur ces terres. En cas d'occupation pendant une période de cinq ans consécutifs, le paysan obtient un droit foncier de possession (plus fort) sur un hectare. Sur base de ce même accord, la famille paysanne s'engage à des services de défrichage du domaine [forestier] foncier du propriétaire ainsi que des services au moment des pics de travaux de riziculture sur ces mêmes espaces agricoles. La carte 3-2 montre à Boeung Pram l'articulation spatiale des différents domaines fonciers de la zone.

Les familles paysannes et leurs petits domaines fonciers remplissent une fonction de protection des grands domaines fonciers. Ils constituent d'abord une barrière protectrice (zone tampon) tout autour des grands domaines en question. En soutenant le défrichage de la forêt, ils soutiennent également la mise en place concrète dans l'espace de ces larges domaines fonciers. Enfin, en acceptant la domination du propriétaire, ils légitiment et soutiennent un accès à l'espace qui est profondément inégal. La stratégie des grands propriétaires consiste donc à multiplier ces bénéficiaires indirects de la politique de redistribution foncière orchestrée par les Khmers rouges pour renforcer une base sociale paysanne acquise à leur cause. Ces relations clientélistes sont fortement asymétriques et s'apparentent plus à l'asservissement d'une partie de la paysannerie à des logiques souveraines de pouvoir. Elles ont pourtant une certaine rationalité pour les acteurs qui évoluent dans ce contexte territorial.



Carte 3-2. La paysannerie et les domaines fonciers de Boeung Pram

La relation pouvoir - territoire est dans ce cas clairement basée sur le soutien aux héritages du contrôle khmer rouge sur le territoire. Il s'agit donc de bien plus qu'une simple acceptation. Ce soutien semble se justifier beaucoup plus par un contexte de saturation de l'accès à la terre que par des affinités politiques. Il a tendance à renforcer un patronage économique et politique avec lequel l'administration centrale en cours de modernisation ne semblait plus vouloir compter pour la gestion territoriale et foncière. On observe alors le creusement d'un fossé entre, d'une part, la collusion d'un ensemble d'intérêts convergents de la gouvernance néolibérale et, d'autre part, des logiques souveraines et disciplinaires de pouvoir héritées de l'Histoire. Un fossé dans lequel se retrouvent bon nombre d'acteurs de terrain qui mobilisent les canaux de pouvoir, les outils, les moyens de l'une et l'autre forme de pouvoir comme voie d'accès au territoire et à ses ressources.

3.3. Résistances et luttes paysannes à Boeung Pram et Bou Choum

Boeung Pram et Bou Choum sont deux villages distants de quelques kilomètres, qu'aucune piste ne relie directement. La raison en est que les

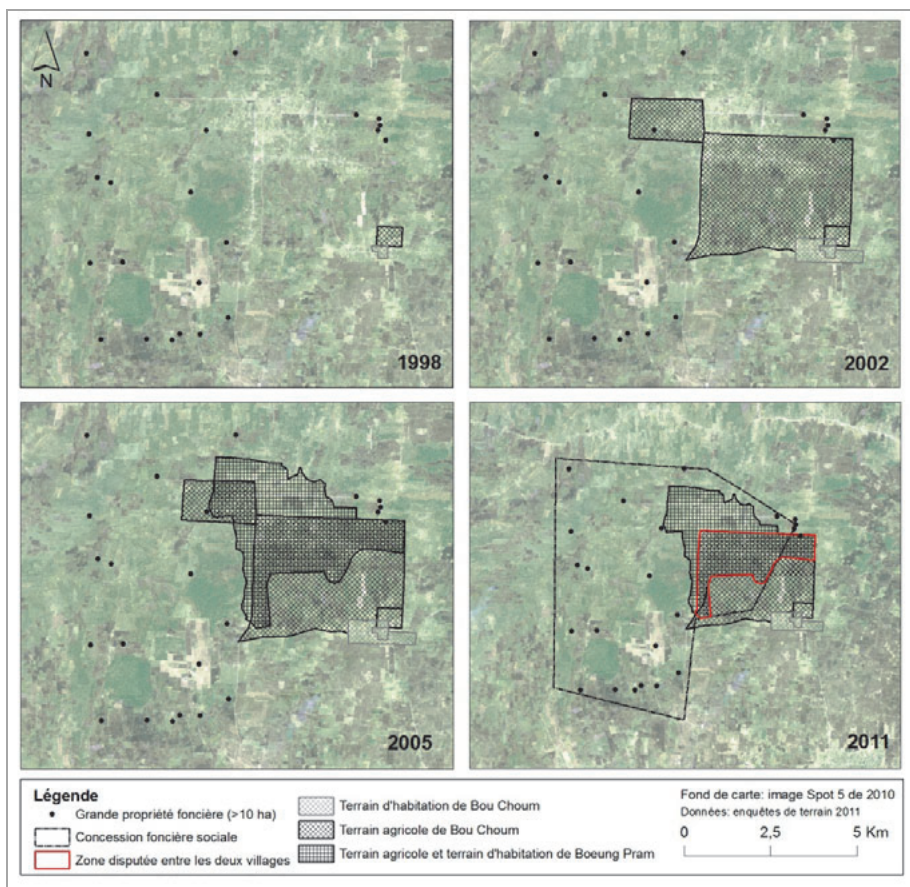
deux villages s'opposent pour l'appropriation d'une partie des terres situées entre les deux. Les deux villages ont des origines différentes et ont choisi des modes d'accès à la terre qui font référence à des formes opposées de pouvoir. Les habitants de Boeung Pram, arrivés plus tardivement, mobilisent consciemment les principes de la gouvernance néolibérale qui accompagne la modernisation de l'État, au travers de leur leader qui maîtrise les nouvelles dispositions associées à cette modernisation foncière. L'objectif est de revendiquer les terrains occupés par les grands propriétaires bénéficiaires du système de redistribution de la terre mis en place par les Khmers rouges. Les habitants de Bou Choum, dont une partie des terrains est occupée par les paysans de Boeung Pram, revendiquent, eux, l'accès à ces terrains qu'ils ont reçus des chefs militaires khmers rouges et qu'ils occupaient depuis leur arrivée en 1998. Cette situation complexe est la source de conflits, luttes et résistances entre les communautés paysannes et d'autres acteurs.

Les premiers arrivants sur le site de l'actuel village de Bou Choum en 1998 sont essentiellement des soldats khmers rouges démobilisés et des réfugiés rentrés des camps à la frontière thaïlandaise. Ils sont rejoints ensuite par d'autres familles qui arrivent par vagues en 2000 et 2002 via des réseaux de connaissances. Ils s'installent sur des terrains sous le contrôle d'un chef militaire khmer rouge influent dans la zone, Deng Yang, qui a chargé ses hommes du partage de son domaine. Différentes formes de redistribution ont eu lieu : une redistribution de grands domaines à des proches dignitaires (souvent en fonction de leur grade dans l'armée), une redistribution de petites parcelles (selon une norme de cinq hectares par famille) aux soldats démobilisés ou à des paysans sans terre et la vente à des businessmen et investisseurs actifs dans la région. La décentralisation *de facto* de ces distributions foncières, l'absence de contrôle réel et le manque de références spatiales sur les transactions ont entraîné le chevauchement des terres distribuées et vendues, et ont rendu la situation plus confuse sur le terrain.

Les premiers habitants du village de Boeung Pram actuel sont arrivés dans la zone en 2005 à une époque où la terre, même si elle semblait inoccupée, était redistribuée à des chefs militaires ou revendue à des particuliers qui commençaient à défricher les forêts de bambou pour les mettre en culture. Les premiers arrivants sur le site actuel du village, une septantaine de soldats de l'armée gouvernementale, ont très vite revendiqué ces territoires. Ils sont guidés par un personnage charismatique et ancien soldat de l'armée régulière du Sud-Est, Chea Ney, qui sera rapidement rejoint par des soldats démobilisés (Khmers rouges et gouvernementaux) pour mener une guérilla contre les grands propriétaires terriens et leur arracher une partie du territoire. Ce mouvement social et militaire bénéficie, derrière le leader, d'une forte mobilisation d'une paysannerie en quête désespérée de terres agricoles. Il s'inscrit dans un cadre institutionnel défini par l'État modernisé qui encourage d'une part la colonisation agricole des marges pour le

développement de la riziculture et des cultures de rente, et favorise d'autre part la mise en place sur des terres d'État de concessions foncières sociales à des paysans pauvres (Royal Government of Cambodia 2005). Chea Ney, et dans son sillage des centaines de familles paysannes, s'installent par la force sur environ 80 ha de terres déjà défrichées par un entrepreneur privé (Srey Poun) ayant lui-même racheté ces terrains à Deng Yang, le chef Khmer Rouge également impliqué à Bou Choum. Dans cette dynamique initiée par Chea Ney, les populations de Bou Choum et de Boeung Pram s'associent pour s'emparer des domaines de grands propriétaires. Leur objectif est l'extension des espaces agricoles pour une population paysanne en pleine croissance sous l'effet de vagues migratoires continues. Au cours de l'année 2005, plus de 3.000 ménages s'installent à Boeung Pram ; pour l'essentiel des soldats khmers rouges basés à Bavel (60 %), mais aussi des soldats de l'armée gouvernementale (30 %) et des civils (10 %). Mais l'extension du domaine cultivable est cependant limitée par la présence d'autres grands propriétaires terriens présents dans la zone. Armés, ceux-ci n'entendent pas céder d'espace aux nouveaux venus.

Le conflit entre les grands propriétaires et les populations de Boeung Pram et Bou Choum continue à prendre de l'ampleur et aboutit à l'arrestation et l'emprisonnement durant l'année 2006 de Chea Ney, le leader naturel de la communauté de Boeung Pram, sous le chef d'accusation de déforestation illégale et revente illégale de terrains agricoles. Face à une instabilité persistante et à l'absence de leadership, un nombre important de familles va quitter la zone de Boeung Pram, et le nombre de ménages vivant sur le site chute alors à 600. En profitant de l'affaiblissement de la communauté de Boeung Pram structurée autour de Chea Ney, les paysans de Bou Choum décident alors de s'associer à Srey Poun, l'entrepreneur qui avait initialement acheté les terrains situés sur le site de Boeung Pram. Le deal prévoyait qu'en échange d'une aide à l'éviction des dernières familles de Boeung Pram, ils récupèreraient les terres agricoles situées à la périphérie du village de Boeung Pram, qu'ils avaient initialement reçues de Deng Yang (le chef khmer rouge).



Carte 3-3. Série évolutive de l'occupation de l'espace des villages de Bou Choum et Boeung Pram.

Cette manœuvre, dont l'objectif manifeste pour les habitants de Bou Choum était d'assurer un accès sécurisé à la terre, n'a finalement pas abouti car Chea Ney est resté actif depuis sa prison à Battambang. Il parvient habilement à mobiliser un réseau d'acteurs qui se rallie à sa cause (le parti populaire du Cambodge, les différentes administrations du district, l'administration forestière, les autorités foncières provinciales et des ONG locales et internationales). Dès sa sortie de prison en 2007 et en guise de représailles contre Bou Choum, Chea Ney réoccupe une partie des terres de Bou Choum avec une petite armée de guérilla. Il parvient ensuite à faire reconnaître les terres de Boeung Pram comme faisant partie du domaine public d'État et obtient plus tard l'établissement d'une concession foncière sociale. Au final, c'est lui qui aura le dernier mot car cette partie de terrain accaparée sera intégrée au projet de concession sociale, lequel exclut parfaitement les habitants de Bou Choum, comme le montre la carte 3-3.

Cette situation reflète une opposition entre deux forces de contrôle du territoire. Le patronage politique et économique khmer rouge inscrit dans l'histoire fait appel à des formes souveraines de pouvoir qui se traduisent dans des formes de construction territoriale basée sur la domination de grands domaines fonciers par rapport à la petite paysannerie. On trouve par ailleurs le pouvoir exercé par les administrations d'État en voie de modernisation qui embrassent les principes de la nouvelle gouvernance néolibérale et se dotent de nouveaux outils et moyens pour contrôler le développement territorial et la population, notamment à l'aide d'une administration et d'une législation foncière et territoriale renouvelées. Les conflits se situent donc là où ces deux grandes formes de pouvoir se superposent. Cette situation conflictuelle est aussi nourrie par les acteurs du monde rural qui manipulent les différents canaux de pouvoir. L'exemple de Chea Ney est très évocateur en la matière. Il illustre bien le comportement hybride d'acteurs qui sont capables de mobiliser les tactiques de la gouvernance moderne et les héritages de la souveraineté khmère rouge pour organiser le développement du territoire.

Les contradictions et logiques conflictuelles entre les systèmes de pouvoir se traduisent ici dans des économies politiques paysannes résistantes. Elles refusent la soumission à des inégalités foncières directement issues de la réintégration (pour les habitants de Boeung Pram) ou des arrangements formulés par la nouvelle gouvernance néolibérale (pour les habitants de Bou Choum). Ces résistances sont intimement associées à la compréhension du pouvoir comme des interrelations entre domination et subordination (Turner and Caouette 2009). Nous les considérons comme le fondement de l'action politique locale qui s'emploie à contester, s'opposer, nier ou inverser des systèmes de pouvoir dominant qui s'affrontent ici sur le terrain du foncier. Ces luttes et résistances sont des moyens d'action qui sont eux aussi des moteurs de la construction territoriale dans le Nord-Ouest cambodgien.

4. LES PAYSANNERIES ET LA COLONISATION AGRICOLE DANS LE NORD-OUEST CAMBODGIEN

L'histoire de la construction des territoires du Nord-Ouest cambodgien n'est pas celle d'un long fleuve tranquille. Elle est parcourue de ruptures, luttes et contradictions, mais on y cerne aussi des formes de continuité dans l'organisation et l'attitude de la paysannerie face au pouvoir.

À l'époque précoloniale, les territoires sont spatialement et fonctionnellement adaptés aux exigences du pouvoir de la royauté khmère dont l'objectif est de placer la production rizicole et la main-d'œuvre sous le contrôle effectif de l'État. Cependant, les territoires et les ressources forestières du Nord-Ouest cambodgien sont, dès le XIV^e siècle, insérés dans

les jeux de l'échange d'une économie-monde articulée sur la Chine (via la Thaïlande). Plus tard, dans le contexte de l'émergence des États-nations et du développement de l'économie-monde capitaliste en Europe au XIX^e siècle, les Français sont intervenus au Cambodge pour en extraire le capital foncier et forestier. Les territoires se sont fortement militarisés et la modernisation des régimes fonciers a initié ou renforcé des processus d'exclusion et de différenciation au sein de la paysannerie. Avec les Khmers rouges, le territoire devient le reflet de la construction de l'État national moderne où la production agricole doit permettre un processus d'accumulation primitive qui définissait de façon très planifiée les rôles respectifs des villes et de campagnes. Les ressources forestières, relativement épargnées par les Khmers rouges jusqu'en 1979, deviennent alors l'instrument qui nourrit la conquête du pouvoir et les luttes politiques associées à la reconstruction du pays. La modernisation néolibérale actuelle, quant à elle, entend faire de la construction des territoires un processus d'adaptation aux exigences de la libéralisation et de la globalisation des marchés. En effet, le projet de ses partisans est de faire émerger des pôles de performances capables de regrouper des entreprises et des acteurs ayant la capacité de s'insérer dans les normes changeantes de la concurrence mondiale (Peemans 2010).

Au cours de cette histoire, les dispositifs disciplinaires visant à soumettre la paysannerie au pouvoir ont évolué mais sont restés au service d'une logique de pouvoir souverain qui visait avant tout à maintenir un lien de subordination entre l'élite et la paysannerie. Qu'ils soient incarnés par le roi, le pouvoir colonial ou les Khmers rouges, ces systèmes de pouvoir se sont toujours construits à partir du contrôle de la forêt et de l'agriculture.

Mais les paysanneries du Nord-Ouest cambodgien n'ont pas eu une posture résignée face au pouvoir ; l'histoire de cette région est aussi celle de leurs luttes et résistances. Et malgré les ruptures importantes dans les systèmes de pouvoir, les résistances paysannes dans l'histoire présentent des formes de continuité et de constance. Le plus souvent, elles ne se sont pas structurées autour d'organisations communautaires permanentes et s'expriment par des comportements de défense par évitement. La résistance au pouvoir central de Phnom Penh a favorisé le rapprochement politique et économique du Nord-Ouest cambodgien avec la Thaïlande, via des réseaux de patronage locaux forts et le commerce [contrebande] de riz et produits forestiers. C'est sur la base de ces réseaux tissés de longue date avec la Thaïlande que le Nord-Ouest cambodgien s'insère aujourd'hui dans le marché global. Cette place très particulière qu'occupe le Nord-Ouest dans le paysage sociopolitique cambodgien a été renforcée au cours de l'histoire par de vastes mouvements migratoires qui ont amené dans ces territoires périphériques une population paysanne importante résistant elle aussi à la marginalisation économique ou politique. Mais cette histoire de la résistance est elle-même marquée de

contradictions. Les réseaux commerciaux tissés entre les *Chovaysroks* du Nord-Ouest avec la Thaïlande et la Chine, qui ont nourri la résistance de la paysannerie contre le pouvoir souverain du roi et de la colonie, ont plus tard servi les intérêts du pouvoir khmer rouge. Ils sont maintenant les vecteurs de la colonisation agricole qui est génératrice d'inégalités pour la paysannerie.

La construction des territoires est donc le résultat de relations complexes et contradictoires entre des systèmes de pouvoirs et un ensemble de stratégies individuelles ou collectives de la paysannerie par rapport à ces pouvoirs. C'est à la lumière de cette dialectique « pouvoirs - territoires » forgée dans l'histoire que la lecture des économies politiques paysannes actuelles associées à la colonisation agricole doit se faire.

La formation des systèmes agraires post-forestiers associée à la colonisation agricole dans le Nord-Ouest est, somme toute, inédite pour la paysannerie. Le contexte initial des transformations n'est pas celui d'une économie paysanne de subsistance que viendrait modifier et perturber une économie marchande par l'introduction de nouvelles techniques et de nouvelles relations sociales de production. Le marché préexiste à la formation des communautés rurales ; les risques associés à la production agricole marchande sont une condition de départ connue et acceptée par la paysannerie migrante et pionnière.

Cependant, quelles que soient la posture et la stratégie adoptées par rapport aux différents systèmes de pouvoirs, la présence d'un patron est indispensable pour la mobilisation paysanne. Mais ces relations de patronage sont elles aussi d'un genre nouveau et différent des relations clientélistes « classiques » où le patron est le propriétaire du foncier et où le client en est le locataire. En fait, le moteur de la colonisation agricole est la possibilité pour la petite paysannerie de défricher pour démarrer une activité agricole sur des terres qui lui appartiennent. Dans un contexte social violent et instable, le patronage qu'elle requiert est davantage celui d'une autorité qui a une légitimité sociale reconnue pour lui sécuriser l'accès au foncier. *In fine*, la colonisation agricole renforce la position d'acteurs dont la légitimité est le fruit d'une histoire complexe et conflictuelle. C'est la raison pour laquelle on perçoit une grande diversité de politiques paysannes, en fonction des contextes locaux et des histoires spécifiques aux lieux.

Toutefois, le ralliement à un patron est une décision qui se prend au niveau du ménage, en fonction de sa rationalité et aussi souvent de réseaux qui se sont construits dans l'histoire entre le Sud-Est et le Nord-Ouest cambodgiens. Une diversité de développements ruraux, parfois même conflictuels, sont donc à l'œuvre sur un même territoire. Ces dynamiques se traduisent dans différentes formes de différenciation sociale au sein de la paysannerie et différentes formes de structuration de l'espace. C'est bel et

bien cette diversité qui représente l'originalité de la colonisation agricole du Nord-Ouest.

Cependant, l'étude de la place de la paysannerie dans la colonisation agricole dans le Nord-Ouest ne peut s'arrêter à l'identification des politiques paysannes relatives aux systèmes de pouvoir. Elle passe aussi par un examen approfondi de l'économie paysanne qui vise la compréhension des stratégies paysannes de production et des conditions de formation du revenu familial. Une étude plus fine portant sur les forces productives, la formation de classes agraires et les relations de production qui les unissent dans cette région du Cambodge, fera l'objet d'une contribution ultérieure.

5. BIBLIOGRAPHIE

Aymonier, Etienne. 1904. *Le Cambodge. Le groupe d'Angkor et l'Histoire*. Paris : Ernest Leroux.

Brabant, Jean-Michel. 2007. Response. In : *Space, Knowledge and Power. Foucault and Geography*, edited by Jeremy W. Crampton and Stuart Elden. Surrey : Ashgate, p. 25-27.

Chandler, David. 1998. *A History of Cambodia*. Chiang Mai : Silkworms Books.

Deininger, Klaus, Derek Byerlee, Jonathan Lindsay, Andrew Norton, Haris Selod, and Mercedes Stickler. 2011. *Rising Global Interest in Farmland. Can it yield sustainable and equitable benefits ?* Washington DC : World Bank.

Delaporte, Louis, and Francis Garnier. 1998. A Pictorial Journey on the Old Mekong : Cambodia, Laos and Yunnan. *The Mekong Exploration Commission Report (1866-1868) - Volume 3*. Banglamung : White Lotus Press.

Déry, Steve. 1996. Expansion agricole et déforestation : le modèle sud-est asiatique. *Cahiers de géographie du Québec*, 40 (109), p. 29-48.

Di Méo, Guy. 1996. *Les territoires du quotidien*. Paris : L'Harmattan.

Diepart, Jean-Christophe. 2011. La voie étroite du développement rural paysan au Cambodge. Agricultures, modernisation des régimes fonciers et luttes d'acteurs. *Etudes et documents du GRAESE*, No 2/2011. Gembloux : Groupe de Recherches Asie de l'Est et du Sud Est.

Dufumier, Marc. 2006. Slash-and-Burn, Intensification of Rice Production, Migratory Movements, and Pioneer Front Agriculture in Southeast Asia. In : *Moussons. Agriculture in Southeast Asia : An Update*, edited by Marc Dufumier. Paris-Aix : EDISUD, p. 7-31.

Ebihara, May. 1984. Societal Organisation in 16th and 17th Century Cambodia. *Journal of Southeast Asian Studies*, 15 (2), p. 3.

Global Witness. 2007. Cambodia's Family Trees Illegal logging and the stripping of public assets by Cambodia's elite. Washington : Global Witness.

- Gottesman, Evan. 2003. Cambodia after the Khmer Rouge. Inside the politics of nation building. Chiang Mai : Silkworms.
- Gouvernement Général d'Indochine. 1905. Arrêté du 17 octobre 1905 règlementant le régime forestier au Cambodge. Hanoi.
- Gouvernement Général d'Indochine. 1910. *Arrêté portant sur la création de 6 réserves forestières au Cambodge*. Hanoi : Archives d'Outre-Mer.
- Gouvernement Général d'Indochine. 1930. *Carte forestière du Cambodge*. Hanoi.
- Greve, Hann Sophie. 1993. Land Tenure and Property Rights in Cambodia. Phnom Penh.
- Guillou, Anne. 2006. The Question of Land in Cambodia : Perceptions, Access, and Use since Decollectivization. In : *Moussons. Agriculture in Southeast Asia : An Update*, edited by Marc Dufumier. Paris-Aix : EDISUD, p. 299-324.
- Hibou, Béatrice. 2004. Cambodge : quel modèle concessionnaire ? In : *Le Royaume Concessionnaire. Libéralisation économique et violence politique au Cambodge*, edited by Jean-François Bayart. Paris : Fonds d'Analyse des Sociétés Politiques (FASOPO), 77 p.
- Independent Forest Sector Review. 2004. The Forest Sector in Cambodia. Policy choices, issues and options. Phnom Penh.
- Jacqmin, Cécile, and Éric Penot. 2007. Pression foncière et différenciation sociale au nord-ouest de la province de Kompong Cham (Cambodge). *Cahiers Agricultures*, 16 (5), p. 413-421.
- Kerkvliet, Benedict J. Tria. 2009. Everyday politics in peasant societies (and ours). *Journal of Peasant Studies*, 36 (1), p. 227-243.
- Khieu, Samphan. 1976. Cambodia's Economy and Problem of Industrialisation. *Indochina Chronicles*, 51-52 (September-November), 22 p.
- Kiernan, Ben. 1996. The Pol Pot Regime : Race, Power and Genocide in Cambodia under the Khmer Rouge, 1975-1979. Bangkok : Silkworms.
- Kiernan, Ben. 2004. How Pol Pot came to Power. Colonialism, Nationalism, and Communism in Cambodia 1930-1975. New Haven & London : Yale University Press.
- Le Billon, Philippe. 2000. The Political Ecology of Transition in Cambodia 1989-1999 : War, Peace and Forest Exploitation. *Development and Change*, 31 (4), p. 785-805.
- Li, Tania Murray. 2012. Why So Fast ? Rapid Class Differentiation in Upland Sulawesi. In : *Revisiting Rural Places. Pathways to Poverty and Prosperity in Southeast Asia*. Singapore : National University of Singapore Press, p. 193-210.
- Marchal, Roland. 2004. Cambodge, de la guerre à la paix, ou d'un régime militaire à un régime policier. In : *Le Royaume Concessionnaire. libéralisation économique et violence politique au Cambodge*, edited by Jean-François Bayart. Paris : Fonds d'Analyse des Sociétés Politiques (FASOPO), 54 p.

Ministère de l'Information. 1965. La Province de Battambang. *Etudes Cambodgiennes*, 16.

Moore, D.S. 1988. Subaltern Struggle and the Politics of Place : Remapping Resistance in Zimbabwe's Easter Highlands. *Cultural Anthropology*, 13 (3), p. 344-381.

Peemans, Jean-Philippe. 2010. Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable. *Mondes en Développement*, (150), p. 23-48.

Pilgrim, John. 2010. Conflict, Multiple Migration, Land and Natural Resource Management in Takream Commune, Battambang province, Cambodia. In : *The Challenges of Agrarian Transition in Southeast Asia*. Chiang Mai : International Development Research Centre.

Pilgrim, John, Chanrith Ngin, and Jean-Christophe Diepart. 2012. Multiple Migrations, Displacements and Land Transfers at Ta Kream in Northwest Cambodia (In Forthcoming).

Prud'homme, Rémy. 1969. *L'économie du Cambodge*. Paris : Presses Universitaires de France.

Royal Government of Cambodia. 2001. *Land Law*. Phnom Penh.

Royal Government of Cambodia. 2005. *National Strategic Development Plan 2006-2010*. Phnom Penh.

Royal Government of Cambodia. 2009. *General Population Census of Cambodia 2008 : National Report on Final Census Results*. Phnom Penh : Ministry of Planning - National Institute of Statistics.

Rungswasdisab, Puangthong. 1995. *War and Trade : Siamese Interventions in Cambodia 1767-1851*, Department of History and Politics, University of Wollongong, Wollongong.

Sack, Robert D. 1986. *Human territoriality : its theory and history*. Cambridge: Cambridge University Press.

Thion, Serge. 1993. *Watching Cambodia*. Banglamung : White Lotus.

Thomas, Frédéric. 1999. Histoire du Régime et des Services Forestiers Français en Indochine de 1862 à 1945. Hanoi : Editions THÊ GIÓI.

Turner, Sarah, and Dominique Caouette. 2009. Agrarian Angst : Rural Resistance in Southeast Asia. *Geography Compass*, 3 (3), p. 950-975.

Tyner, James. 2008. The killing of Cambodia : Geography, Genocide and the Unmaking of Space. Hampshire : Ashgate.

Vickery, Michael. 1977. Cambodia After Angkor : The Chronicular Evidence For the Fourteenth to Sixteenth Centuries, Yale University.

Vickery, Michael. 1984. *Cambodia : 1975-1982*. Chiang Mai : Silkworms Books.

Vickery, Michael. 2007. *Cambodia : A Political Survey*. Phnom Penh : Funan.

Wallerstein, Emmanuel. 2006. Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-mondes. Paris : La Découverte/Poche.